



**GENÈVE : LES MOTEURS
DU DÉVELOPPEMENT**
Novembre 2013

GENÈVE: LES MOTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Novembre 2013

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
CE QU'IL FAUT RETENIR	4
LE HASARD DES CIRCONSTANCES.....	6
UNE RENTE DE SITUATION À PRÉSERVER.....	9
PRÉCIEUX CAPITAL HUMAIN.....	14
MOTEURS ÉCONOMIQUES.....	22
RAYONNEMENT INTERNATIONAL	44
CONCLUSION : LA DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT.....	49

PRÉAMBULE

Ville internationale par excellence, devenue aussi capitale de la haute horlogerie, de la chimie fine, comme de la gestion de patrimoine ou du négoce des matières premières, Genève attire depuis toujours les talents et les savoirs. Quel fil rouge, s'il en est un, explique le choix de Genève comme siège de la SdN puis de l'ONU, de ses agences spécialisées et de ses organisations sœurs, puis encore du CERN ou du WEF, et fait qu'aujourd'hui des multinationales et des experts financiers de tous horizons y élisent domicile de préférence à d'autres villes européennes ? Quels sont les moteurs d'un développement à peine interrompu par de brefs épisodes de ralentissement conjoncturel et dont le résultat est un niveau de vie exceptionnellement élevé en comparaison internationale ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), la Banque Cantonale de Genève (BCGE) et l'Office cantonal de la statistique (OCSTAT) se sont associés pour la réalisation de la présente étude, qui analyse l'essentiel des facteurs ayant joué un rôle déterminant dans ce que l'on pourrait appeler une « success story » et qui méritent, à cet égard, d'être préservés.

Cette nouvelle étude, la septième du genre, se penche donc, comme son titre l'indique, sur « les moteurs du développement ». Les uns sont liés tout simplement à une situation géographique exceptionnellement favorable, d'autres tiennent à d'heureux concours de circonstances, d'autres encore, et peut-être les plus significatifs, à des choix stratégiques judicieux. Il nous a semblé utile d'en rappeler ici l'origine et l'importance, même s'ils sont, pour certains d'entre eux en tout cas, connus d'un assez large public. Mais tous ne le sont pas : le mérite des auteurs est d'avoir levé un coin du voile sur des aspects moins souvent évoqués, ou peu étudiés jusqu'ici, de la réussite économique genevoise. Puissent ces observations rappeler aux Genevois-es qu'il n'y a pas d'acquis intangibles et inspirer ceux qui doivent aujourd'hui prendre soin de les préserver et construire de nouveaux vecteurs de prospérité. Leurs décisions seront cruciales.

Nos remerciements s'adressent à Marian Stepczynski, Yves Flückiger et Philippe Wanner (Université de Genève) ainsi qu'au comité de pilotage composé d'Hélène de Vos Vuadens et Olivier Schaerrer (BCGE), Roland Rietschin (OCSTAT), Philippe Meyer et Alexandra Rys (CCIG).

Nous nous félicitons de cette nouvelle collaboration avec l'Université de Genève au service commun de notre place économique, qui traduit le lien nécessaire entre milieux académiques et réalité économique.

Nous vous souhaitons une lecture agréable de ce texte tonique et savoureux.

Blaise Goetschin
CEO
BCGE

Jacques Jeannerat
Directeur
CCIG

CE QU'IL FAUT RETENIR

En raison de sa position géographique privilégiée au centre de l'Europe, de sa qualité de vie et, fédéralisme oblige, de sa situation politique et sociale garante de stabilité, Genève jouit en comparaison de nombreuses villes internationales d'une indéniable attractivité. Cette rente de situation, dont la plupart des éléments constitutifs s'inscrivent dans la longue histoire de la cité est cependant fragile et se heurte à de nouveaux défis. Genève peut néanmoins y faire face en développant plusieurs atouts.

L'économie genevoise repose sur une population active hautement qualifiée et qui répond aux besoins d'une croissance économique fortement tertiaisée et spécialisée, avec une proportion d'universitaires et de cadres supérieurs plus élevée qu'en moyenne nationale. Le canton de Genève avec ses hautes écoles ne parvient cependant pas, à lui seul, à former l'ensemble des compétences requises sur son marché du travail. Il bénéficie néanmoins de deux apports essentiels : d'une part, il attire des travailleurs pendulaires et frontaliers bien au-delà des frontières cantonales (quelque 80'000 actifs transfrontaliers se rendent quotidiennement à Genève pour exercer leur activité professionnelle); d'autre part, il profite d'une immigration internationale qui a été favorisée par la ratification par la Suisse des accords bilatéraux sur la libre circulation des personnes, entrés en vigueur en 2002, et qui permettent d'accroître encore sensiblement les qualifications de la population active.

Les activités traditionnelles de l'économie genevoise, liées à la finance et au négoce et, dans le domaine manufacturier, à l'horlogerie et à la chimie, ont connu une progression remarquable au cours des dernières décennies. Ainsi, dans le seul domaine de la banque privée, si représentative de la place financière genevoise, les effectifs des comptoirs de banquiers privés ont plus que doublé entre 1981 et 2007. Il reste que ces secteurs historiques de l'économie genevoise sont aujourd'hui confrontés à une concurrence internationale toujours plus vive, voire, en ce qui concerne la banque, à de profondes remises en question. A côté de ces moteurs historiques de développement, l'économie genevoise bénéficie cependant d'une nouvelle dynamique de croissance, grâce à la création d'entreprises spécialisées dans des domaines de pointe, tels que l'informatique et les biotechnologies. Fréquemment issues de ces « incubateurs » que sont le CERN, les Facultés des sciences et de médecine de l'Université de Genève ou encore l'EPFL, ces « jeunes pousses » ont pour double particularité d'enregistrer un taux de survie globalement plus élevé à Genève que dans le reste de la Suisse, et une croissance plus forte que celle, habituelle, des activités financières et immobilières.

En tant que petite « ville mondiale », Genève doit enfin affronter une rivalité internationale toujours plus marquée de la part d'autres cités qui souhaitent attirer des organisations internationales, gouvernementales ou non. Sa capacité à relever ce défi sera tout particulièrement déterminante pour la santé de son économie, avec un secteur international privé et public qui, globalement, représente près de 105'000 emplois pour le canton, et des multinationales étrangères qui créent directement 22% de la valeur ajoutée de l'économie genevoise et assurent 26% du total des impôts versés par les sociétés de capitaux et coopératives. Ce défi est d'autant plus important à résoudre pour le canton que, loin de l'image d'un groupe déconnecté de la population autochtone, la plupart des employés des entreprises multinationales sont en moyenne présents à Genève depuis de nombreuses années déjà, et souhaitent y rester en dépit des problèmes locaux auxquels ils se sont confrontés: comme pour les Genevois, le logement figure en tête des difficultés auxquelles ils se sont heurtés en arrivant à Genève.

Autre défi de taille, celui de la mobilité et des transports, qui doivent répondre à un nombre de déplacements approchant dangereusement un niveau critique de saturation. Et celui de la maîtrise d'une fiscalité à la fois plus élevée que dans d'autres cantons et exposée à la concurrence de pays revendiquant le statut de paradis fiscal pour les entreprises et organisations internationales. Pour toutes ces raisons, il importe de préserver la compétitivité cantonale dans un contexte de globalisation qui favorise la mobilité des entreprises.

LE HASARD DES CIRCONSTANCES

L'une des principales caractéristiques de l'économie genevoise est d'avoir, très tôt, développé des activités commerciales et financières résolument tournées vers l'étranger, en tirant avantage de circonstances qui, elles-mêmes, étaient souvent d'origine extérieure. Ainsi, au Moyen-Âge, Genève a mis à profit le déclin des foires de Champagne pour attirer, quatre fois par an, des marchands venus d'Allemagne, des Flandres, de Savoie, de Bourgogne, de France et des villes du Plateau suisse. La cité lémanique a désormais compté parmi les grandes places commerciales en Europe.¹ A la suite de l'adoption de la Réforme, en 1536, Genève a accueilli, à la faveur des premier et second Refuges, des centaines d'artisans français et italiens, « gens de métiers » ou simples compagnons qui déployèrent leurs connaissances et leur savoir-faire dans des industries jusqu'alors inédites à Genève: imprimerie et édition, indienne et industrie de la soie, horlogerie et orfèvrerie, banque.²

Certaines de ces industries vont marquer de façon profonde l'essor économique genevois. A l'exemple de l'horlogerie et des activités bancaires qui, dès la fin du XVII^e siècle, comptent déjà parmi les principaux moteurs du développement de la cité. L'horlogerie en particulier fait alors figure de « secteur de pointe », tant au niveau de l'emploi (quelque 20'000 personnes vivent de cette activité, en ville et à la campagne) que par la qualité de sa production et par l'influence qu'elle exerce sur la vie politique et sociale de la société.³ Dès le début de la Restauration, Genève se spécialise dans la production de la montre de luxe. « Des marchés fructueux s'ouvrent dans les Amériques, le Levant, la Chine. En 1838, Georges Leschot, technicien génial de la maison Vacheron et Constantin, invente un outillage qui permet la réalisation de la première montre entièrement fabriquée à la machine. »⁴

La banque n'est cependant pas en reste. Youssef Cassis observe que Genève figure dès le début du XVIII^e siècle, derrière Londres et Paris, et au côté d'Amsterdam, Bruxelles et Francfort, comme l'une des places dites secondaires parmi les plus importantes. Tirant profit de « sa position au cœur de l'internationale huguenote », la ville est devenue « un maillon essentiel dans la chaîne du financement des guerres de Louis XIV, qui nécessite un recours massif aux fonds étrangers ». La Cité de Calvin, souligne encore l'historien, peut alors se targuer d'être une ville cosmopolite non seulement par la structure de sa population, mais également par « la composition, peut-être unique en Europe, de son portefeuille de titres, qui comporte un mélange de rentes françaises et anglaises, et bientôt hollandaises, italiennes, scandinaves et impériales ».⁵

Il faudra cependant attendre le milieu du XIX^e siècle pour que Genève accède au statut de place financière véritablement internationale. Les banques privées qui ont vu le jour dès 1796 s'associent au travers de groupements plus ou moins informels (le Quatuor, l'Omnium, puis l'Association financière et l'Union financière de Genève), ce qui leur permet de prendre part à des émissions d'emprunts et de participer au financement d'entreprises essentiellement étrangères. C'est à cette époque également que la banque privée genevoise assoit sa renommée dans le domaine de la gestion de fortune. A la veille

¹ Cf. notamment *Genève et la Suisse. Un mariage d'amour et de raison*, 1992, p. 15.

² Le premier Refuge se déroule entre 1550 et 1560. Fuyant les persécutions qui frappent les adeptes de la nouvelle foi, des milliers d'immigrants en provenance du nord et de l'est de la France et de diverses régions de la Péninsule italienne trouvent refuge dans la Cité de Calvin, qui voit alors sa population doubler pour atteindre près de 25'000 habitants. Le second Refuge, essentiellement français, est associé à la Révocation de l'Edit de Nantes (1685) et concerne plus spécialement la France protestante du Sud (Dauphiné et Languedoc).

³ Cf. *Histoire de Genève*, publiée sous la direction de Paul Guichonnet, Lausanne, Payot-Toulouse, Privat 1974; 3^e éd., 1986 p. 230.

⁴ *Ibid.* p. 287.

⁵ CASSIS, Youssef, *Les Capitales du capital. Histoire des places financières internationales. 1780-2005*, Slatkine, 2006, p. 57.

de la Première Guerre mondiale, et à la différence de Zurich dont la réputation bancaire et financière est en grande partie liée à la présence de grands établissements (Crédit Suisse, Leu & Co, Banque fédérale et Bank in Winterthur qui deviendra, en 1912, l'Union de Banques Suisses), la place financière genevoise est à même de développer une niche bénéficiant « d'un avantage concurrentiel unique », grâce à sa réputation solidement établie en matière d'expertise financière, à un vaste réseau de relations internationales et au rôle naissant de la Suisse comme refuge pour les capitaux étrangers.⁶

La deuxième moitié du XIX^e siècle est également marquée par l'éclosion, tardive à Genève en comparaison du reste de la Suisse, de l'industrie. La mécanique de précision, en particulier, se développe par l'intermédiaire de la Société Genevoise d'Instruments de Physique, fondée en 1862, puis grâce aux Ateliers des Charmilles (spécialisés notamment dans la fabrication de machines hydrauliques) et aux Ateliers de Sécheron qui sont créés dans la foulée. A la mécanique s'ajoute la chimie qui prendra son essor avec l'implantation des premières entreprises de parfums et d'arômes. La plupart des historiens observent que l'industrie genevoise est principalement une industrie d'innovations de faibles dimensions et qu'en raison même des conditions peu favorables dans lesquelles elle s'est implantée, elle doit alors l'essentiel de son succès à la ténacité de quelques hommes, celle (entre autres) des ingénieurs Théodore Turretini et René Thury, ou encore de Léon et Xavier Givaudan, dont la société installée à Genève dès 1898 est devenue aujourd'hui le leader mondial dans la fabrication des arômes et des parfums.

C'est également grâce à la volonté de Henry Dunant, assisté de ses compatriotes Louis Appia, Théodore Maunoir, Gustave Moynier et Guillaume Henri Dufour, qu'est fondé en 1863 le Comité international de la Croix Rouge (CICR), dont l'action humanitaire durant la Guerre de 14-18 connaîtra un retentissement international. Lors de la Conférence de paix tenue à Paris en 1919, le rôle exemplaire de la Croix Rouge constituera d'ailleurs un atout non négligeable dans la désignation de Genève, qui est alors en concurrence avec d'autres villes, en tant que siège de la Société des Nations (SDN). La « vocation internationale » de Genève ne concerne désormais plus seulement la finance, mais elle englobe également l'action diplomatique et le règlement pacifique des conflits. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, et en dépit de la déconfiture totale de la SDN, le statut de Genève « ville internationale » se voit confirmé avec l'installation du siège européen de l'ONU.

Les années qui suivent la Deuxième Guerre mondiale s'ouvrent sur une période de croissance, en même temps qu'une internationalisation des activités économiques qui, au fil des décennies, se révéleront sans précédent dans l'histoire genevoise. Avec pour caractéristiques majeures une primauté du tertiaire et la diminution, très nette en importance, des activités de nature purement industrielle qui se verront relayées par l'émergence de nombreuses petites et moyennes entreprises, actives dans la recherche et les technologies de pointe (dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, du génie génétique et des biotechnologies) et qui tireront profit de la présence des nombreuses organisations et entreprises multinationales installées à Genève.

⁶ CASSIS, Youssef, *ibidem*, p. 185.

L'internationalisation des activités a tout particulièrement marqué le secteur bancaire. Youssef Cassis remarque qu'à l'aube du XXI^e siècle la place financière suisse (à travers Zurich et Genève principalement) demeure, en dépit de son impossibilité à concurrencer, en termes quantitatifs, les places financières des grands pays industrialisés, une plaque tournante du monde financier qui attire les capitaux étrangers pour les replacer hors du pays, ce qui lui permet de continuer à jouer un rôle majeur dans les activités bancaires internationales. « En 2000, les banques suisses recueillent 7,2 % des engagements bancaires envers l'étranger, ce qui les situe à la quatrième position mondiale, cela bien sûr sans compter les fonds gérés hors bilan. De même, elles occupent la quatrième place dans les prêts bancaires à l'étranger, avec 8,9 % du total mondial. »⁷ Il reste que la force principale de la place financière suisse tient surtout à la gestion de fortune, un secteur qui, toujours selon Cassis, concerne (en 2000) près de 35 % de la fortune privée mondiale *offshore* (devant la Grande-Bretagne, avec 21 % et les Etats-Unis, avec 12 %).⁸ « Genève, en particulier, est très largement perçue comme la capitale mondiale du private banking : de nombreuses banques étrangères en ont fait leur centre pour ce genre d'activités et les deux grandes banques suisses y gèrent leurs montants les plus importants. »⁹

Les branches historiques du développement économique genevois qui ont été et sont toujours productrices de richesses doivent faire face aujourd'hui à des défis, voire à des remises en cause (au travers notamment d'attaques en règle contre le secret bancaire) qui pourraient se révéler cruciales pour la prospérité et l'emploi. Les nombreux atouts dont dispose Genève démontrent néanmoins qu'elle a les moyens d'y faire face.

Le premier chapitre de cette étude met en évidence l'existence d'un climat général favorable, mais note aussi le caractère fragile des éléments constitutifs de cette rente de situation, et rappelle toute l'importance du maintien d'infrastructures adéquates. Le deuxième chapitre relève les apports positifs pour le rayonnement de Genève de la structure démographique d'une population cosmopolite, multiculturelle et plurilingue, et qui est caractérisée par une proportion élevée de personnes actives hautement qualifiées. Le troisième chapitre souligne le rôle moteur et l'évolution récente des branches traditionnelles que sont la banque et le négoce, l'horlogerie et l'industrie chimique. Il met également en évidence l'apparition de nombreuses nouvelles entreprises dans les activités à fort contenu technologique, comme l'informatique et les biotechnologies. Enfin, le quatrième chapitre révèle, sur la base des premiers résultats d'une enquête mandatée par la Fondation pour Genève, la réalité protéiforme de la Genève internationale, en mettant plus particulièrement l'accent sur le rôle moteur des entreprises multinationales pour le développement économique genevois.

⁷ Ibid. p. 375.

⁸ En 2012, selon *The Boston Consulting Group*, la Suisse gère l'équivalent de quelque 2'200 milliards de dollars d'actifs *offshore*, soit plus du quart de la fortune *offshore* mondiale estimée à 8'500 milliards, devant les Channel Islands (1'100 milliard), le Royaume-Uni (900), Singapour (800), les Etats-Unis (700), Luxembourg (600) et Hong Kong (400).

⁹ Ibid. p. 376.

UNE RENTE DE SITUATION À PRÉSERVER

Un climat tempéré au milieu de paysages variés, une situation centrale appréciable (les grandes capitales européennes telles Londres, Paris, Rome, Madrid ou Bruxelles se trouvent toutes à moins de deux heures d'avion), une stabilité politique et des infrastructures de pointe font indéniablement du canton de Genève un lieu attractif pour les hommes¹⁰ comme pour les entreprises. Au cours des siècles écoulés, Genève a bénéficié de ces atouts, qui constituent les bases du développement économique et social. Cette « rente de situation », décrite dans ce chapitre, n'est pas immuable. Elle doit être entretenue avant qu'elle ne se fragilise trop.

Un climat sociopolitique favorable à l'accueil des entreprises et des compétences

Régulièrement, Genève arrive dans les meilleures positions du classement des villes (4^e position en 2011 et 2012 sur près de 300 villes mondiales) où il fait bon vivre pour les expatriés européens, selon ECA International.¹¹ Le même constat est dressé par Mercer¹² (8^e position en 2012). Même s'ils sont dans une certaine mesure anecdotiques, ces classements montrent le climat sociopolitique favorable et l'attractivité dont jouit Genève, comparativement aux grandes villes internationales.

Cette attractivité s'explique d'abord par la stabilité politique et sociale qui caractérise la Suisse et Genève. Le principe du consensus, le fédéralisme et ses trois niveaux de compétences (communes, Canton, Confédération) ainsi que la tradition de partis politiques modérés au gouvernement (la « formule magique », règle tacite de répartition des sièges au Conseil fédéral qui tient compte de la représentation des tendances politiques et des régions linguistiques) sont garants de cette stabilité politique à l'échelle nationale. Celle-ci est essentielle pour les entreprises, qui trouvent en Suisse un terrain favorable au développement durable de leurs affaires. La paix du travail, issue d'une convention entre syndicats et patronat en 1937 et composée aujourd'hui de 600 conventions collectives, diminue en outre les risques de conflits sociaux, ce qui représente un atout autant pour les entreprises désireuses de s'implanter dans la région que pour les sociétés déjà existantes.

Les relations entre la Suisse et l'Europe constituent un autre facteur sociopolitique qui joue un rôle positif pour l'attractivité suisse et genevoise, et par extension pour le développement économique du canton. La Suisse a signé, au cours des dernières décennies, différents accords bilatéraux tout en conservant une marge d'autonomie dans les décisions économiques et politiques. L'un de ces accords, celui sur la libre circulation des personnes (ALCP) entré en vigueur en 2002, a non seulement favorisé les démarches des entreprises désireuses d'employer du personnel qualifié non résidant, mais a aussi eu un impact positif pour l'économie (un accroissement annuel du PIB d'environ 0,15%),¹³ sans conséquence défavorable sur les salaires des autochtones.¹⁴ L'ALCP contribue ainsi à la croissance économique genevoise à un moment où, dans les pays voisins, les difficultés économiques empirent.

¹⁰ Pour faciliter la lecture, le masculin est utilisé de manière générique pour indiquer les deux sexes.

¹¹ www.eca-international.com/news/press_releases/7652/#UWQOpIfA4cU. Consulté le 28 juillet 2013.

¹² www.mercer.com/press-releases/qualityoflivingprcanadafr. Consulté le 28 juillet 2013.

¹³ MINSCH, Rudolph, STURM, Jan-Egbert. La libre circulation des personnes et son impact sur la croissance potentielle de la Suisse, *La Vie économique*, juin 2011, pp. 22-26.

¹⁴ ASENSIO, Noé, GRAF, Roman, MUELLER, Thobias, L'impact de la libre circulation des personnes sur les salaires en Suisse, *La Vie économique*, janvier-février 2013, 43-48.

La fiscalité des personnes physiques et morales, en comparaison internationale, est plutôt faible en Suisse. Le pays reste dans le peloton de tête des pays fiscalement attractifs, même si Economiesuisse note une érosion des atouts historiques en matière de fiscalité des entreprises.¹⁵ A l'échelle de la Suisse, la fiscalité genevoise – des entreprises et des personnes – représente cependant un handicap, la charge fiscale étant plus importante que dans les autres cantons, en particulier ceux présentant une structure économique comparable (Bâle-Ville, Zurich).¹⁶

Un réseau de transports à l'échelle des besoins de l'agglomération ?

Carrefour international, Genève bénéficie d'un aéroport situé à dix minutes du centre. En 2012, l'aéroport de Genève, deuxième par ordre d'importance en Suisse, a dénombré 13,9 millions de passagers, une valeur en progression de 5,9% par rapport à 2011.¹⁷ La même année, il a enregistré près de 193'000 mouvements d'avions dont deux tiers sont liés au trafic de ligne. Plus de 120 destinations réparties dans près de 50 pays, une cinquantaine de compagnies d'aviation de ligne actives et de nouvelles destinations traduisent le dynamisme de l'aéroport, qui constitue un moteur essentiel du développement économique genevois. Outre le transport de ligne, l'aéroport de Genève se distingue par un fort volume concernant l'aviation privée, un secteur d'activité qui note une reprise après la crise de 2008.

L'interaction entre l'aéroport et la ville s'organise autour de 200 trains journaliers, sept lignes de bus, et une proximité routière garantie par un accès immédiat à l'autoroute. Ainsi, l'accès depuis l'aéroport de Genève jusqu'au centre est rapide et aisé.

La situation en matière de transports urbains est plus préoccupante. La ville dispose certes d'un réseau étendu de trams et de bus, complété par des voies de chemin de fer reliant les différentes gares du canton et de l'agglomération, mais ce réseau est saturé. Cette saturation s'explique en partie par des raisons historiques, Genève n'ayant pas toujours été au rendez-vous des grands projets ferroviaires.¹⁸ Par ailleurs, à l'échelle du transport urbain (public et privé), Genève n'a pas connu d'importants projets susceptibles de faire face à la mobilité croissante de la population. Le développement du réseau de transports publics passe désormais par la réalisation de grands projets telle la future liaison CEVA liant Genève-Cornavin à Annemasse, en passant par les Eaux-Vives, une liaison illustrant parfaitement le retard en matière de transports publics : le raccordement entre Cornavin et les Eaux-Vives aurait dû débiter en 1918 déjà, mais il a été ajourné d'abord en raison de la guerre, puis pour laisser la place à d'autres priorités. Le calendrier de construction prévoit désormais la mise en route de cette liaison en 2018 ; celle-ci permettra d'étendre considérablement l'offre de transports à l'échelle régionale.

¹⁵ Economiesuisse, 2013. Fiscalité des entreprises suisses. Défis et solutions. Dossier Politique, n° 9, 3 juin 2013. http://www.economiesuisse.ch/fr/PDF%20Download%20Files/2013-06-03_DP_fiscalite-des-entreprises.pdf. Consulté le 28 juillet 2013.

¹⁶ Voir en particulier la récente étude de la CCI, *Impôts et dépenses publiques. Inquiétudes pour les Genevois*. CCI, 2013.

¹⁷ http://www.gva.ch/Portaldata/1/Resourcess/fichiers/institutionnels/statistiques/2012_Stats-GeneveAeroport_fr.pdf. Consulté le 28 juillet 2013.

¹⁸ On peut consulter l'historique des « rendez-vous manqués » dans CCI, OCSTAT et BCGE, *Genève, ville mondiale. Mythe ou réalité ?*, 2010. <http://tinyurl.com/pc5c9zn>. Consulté le 28 juillet 2013.

Les infrastructures de transports reposent également sur le réseau autoroutier, dont le dernier tronçon concernant l'agglomération genevoise, la liaison A41 nord entre Annecy et Genève, a été inauguré le 5 décembre 2008. Ce tronçon met Annecy à 30 minutes de Genève. A l'est, l'autoroute reliant Genève à Lausanne (autoroute A1) fut le premier tronçon autoroutier mis en service en Suisse. Il a été inauguré en 1964 en prévision de l'exposition nationale. Aujourd'hui, il souffre régulièrement d'embouteillages (270 jours de bouchons recensés sur le contournement genevois en 2012), ce qui en fait l'un des trajets les plus encombrés de Suisse.¹⁹

Autant pour les transports publics que privés, Genève se trouve confrontée aux défis d'une agglomération en expansion et devra consacrer au cours des prochaines années des efforts importants afin de garantir une accessibilité et des transports cohérents avec sa position de capitale régionale.

L'accueil des visiteurs privés et professionnels: un point fort

L'agglomération genevoise dispose de nombreux atouts pour le développement d'activités privées ou publiques. Un centre d'expositions, plusieurs centres de conférences, des hôtels, une offre culturelle, des universités et une infrastructure sanitaire de qualité garantissent en effet un accueil adéquat. Ces différents atouts ont aussi un impact direct sur le développement économique ainsi que les quelques chiffres relevés dans cette section l'attestent.

Depuis 1981, Genève jouit, avec le Palais des expositions et des congrès – Palexpo –, d'une surface autorisant l'organisation de grandes expositions, avec plus de 100'000 m² de surface couverte. Palexpo, qui a remplacé l'ancien Palais des expositions de Plainpalais, accroît la renommée genevoise de par les manifestations qui y sont organisées et contribue directement et indirectement à l'économie genevoise. Le Salon International de l'Auto contribue en particulier à faire de Genève un lieu de rendez-vous des amateurs de véhicules, 40% des visiteurs provenant d'un autre pays. L'exposition internationale des télécommunications, ITU World Telecom, a également contribué au rayonnement genevois. Cet événement a eu lieu à Genève entre 1971 et 2003, puis en 2009 et 2011. Bangkok a cependant été choisie pour la manifestation 2013.

Palexpo estime en 2010 à plus d'un demi-milliard de francs les retombées économiques de son activité pour le canton de Genève, dont 36 millions de francs de retombées fiscales.

L'accueil pour les touristes et voyageurs d'affaires repose sur une infrastructure hôtelière de haut standing dans le centre et de prix plus abordables dans le reste de l'agglomération. Le canton de Genève peut compter sur 130 établissements et 9'200 chambres d'hôtel, alors que le reste du Grand Genève dispose de 140 hôtels de taille plus modeste.

¹⁹ Office fédéral des routes. *Trafic et disponibilité des routes nationales*. Rapport annuel 2012. <http://www.astra.admin.ch/dokumentation/00119/00216/index.html?lang=fr>. Consulté le 28 juillet 2013.

Avec un nombre légèrement inférieur à trois millions de nuitées annuelles,²⁰ Genève est la ville suisse la plus visitée. Malgré la cherté du franc, qui diminue l'attraction genevoise pour les touristes, la fréquentation reste élevée, grâce à l'arrivée de visiteurs provenant de nouvelles régions. Au cours des récentes années, le canton a ainsi connu un accroissement des nuitées de visiteurs venant d'Europe de l'Est et d'Asie. En 2011, le nombre de nuitées des clients de Russie dépasse pour la première fois celui des clients italiens. Les Français (8,5% du total, mais qui présentent une courte durée de séjour avec 1,7 jour en moyenne), les Britanniques (8,3%) et les ressortissants des pays du Golfe (8,2%, avec une durée de séjour dépassant 3 jours en moyenne) occupent cependant encore les trois premières positions dans le classement des fréquentations hôtelières.

La Ville de Genève compte par ailleurs une offre culturelle et sportive qu'il serait fastidieux de décrire dans le détail. Quinze musées totalisent plus d'un million d'entrées en 2009.²¹ Quelque 17 théâtres, 27 bibliothèques publiques, une salle de concert couverte et le stade de la Praille complètent l'offre de divertissements.

Ensemble, hôpitaux publics et privés du canton dénombrent 2'700 lits, auxquels il convient d'ajouter 3'600 lits dans les établissements médico-sociaux et 950 lits dans les établissements pour personnes handicapées (y compris pour les patients toxicodépendants ou souffrant de troubles psychosociaux). Ces établissements ont pu traiter, en 2010, environ 90'000 cas de maladies et d'accidents, représentant près d'un million de journées d'hospitalisation.²²

Le secteur hospitalier public et privé représente plus de 11'000 postes de travail en équivalent plein temps, dont deux tiers sont occupés par des femmes. La recherche médicale au sein de la Faculté de médecine, organisée autour de la médecine clinique, fondamentale et dentaire, contribue par ailleurs à la réputation du secteur médical, qui représente une activité économique à part entière.

Un marché du logement en surchauffe, malgré de nouvelles constructions

Le canton de Genève compte, fin 2012, 42'000 bâtiments à usage d'habitation (et 5'500 bâtiments sans usage d'habitation) représentant près de 222'000 logements, dont 0,3% seulement sont vacants. Vu la taille de son territoire, Genève présente une densité de population plutôt élevée (1'915 personnes au km², mais 12'155 dans la Ville de Genève) et une part importante (un tiers de son territoire approximativement) de surface bâtie, le solde se répartissant entre surfaces agricole, boisée et improductive. Ainsi, le territoire de Genève présente une mixité territoriale, marquée à la fois par une forte densité de construction et des espaces agricoles.

Or, la demande de logements subsiste et se fait pressante. A ce jour, Genève a refusé une densification de l'habitat. Cependant, l'équilibre entre croissance démographique et économique d'une part, et maintien des surfaces vertes d'autre part est précaire et le risque d'un étalement urbain n'est pas éloigné.

²⁰ www.ge.ch/statistique/tel/publications/2012/informations_statistiques/autres_themes/is_hotellerie_40_2012.pdf. Consulté le 28 juillet 2013.

²¹ www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/international/03/04/03/01.html. Consulté le 28 juillet 2013.

²² http://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2012/informations_statistiques/autres_themes/is_etablissements_sante_43_2012.pdf. Consulté le 28 juillet 2013.

Chaque année, un demi-millier de nouveaux bâtiments sont construits, la majorité d'entre eux étant destinés à un usage résidentiel. L'accroissement du parc immobilier ne suffit cependant pas à faire face à la forte demande d'habitations. Ceci est d'autant plus le cas que la construction a connu des creux conjoncturels importants:²³ d'abord lors de la crise immobilière de la première moitié des années 1990 et dans une moindre mesure au moment de la récente crise financière. En outre, alors que les années 1960 ont été marquées par la construction de grands ensembles (Le Lignon, Les Avanchets, Cité-Nouvelle), les dernières années ont vu un net recul de la construction de bâtiments collectifs au profit d'immeubles de petite taille. Cette substitution conduit à une baisse du nombre de nouveaux logements.

Avant la crise pétrolière du milieu des années 1970, le nombre annuel de nouveaux logements variait entre 4'500 et 6'000. Cet effectif était inférieur à 2'000 au cours de la période 1980-2000, et se situe désormais à moins de 1'500. L'offre de nouveaux logements ne suit donc pas la demande induite par l'accroissement démographique et par le développement économique.

Les logements vacants étant plus rares, ils deviennent également coûteux. Entre 1993 et 2011, les loyers genevois ont augmenté de 32 %, soit 1,5 % en moyenne annuelle, un rythme deux fois plus rapide que celui de l'indice genevois des prix à la consommation. Le prix d'acquisition des logements s'est accru de 60 % environ pour les PPE et de 80 % pour les maisons individuelles, comparativement au début des années 1990, et ceci malgré un fort repli des prix durant la crise immobilière.²⁴

Cette saturation conduit à différents ajustements: elle entraîne un débordement de la population active dans les régions transfrontalières, ce qui accroît la pendularité. En outre, l'augmentation rapide du prix des logements dans le centre fait planer le risque d'une ségrégation spatiale, puisque les classes aisées prennent progressivement possession des logements onéreux en ville, que ne peuvent plus s'offrir les autres catégories sociales.

En conclusion, Genève bénéficie d'une position centrale et d'une rente de situation ayant favorisé l'économie et l'emploi. Cependant, cette rente de situation n'est pas immuable, et des investissements sont nécessaires en vue de conserver en état l'infrastructure indispensable à la prospérité.

²³ <http://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2013/analyses/communications/an-cs-2013-46.pdf>. Consulté le 28 juillet 2013.

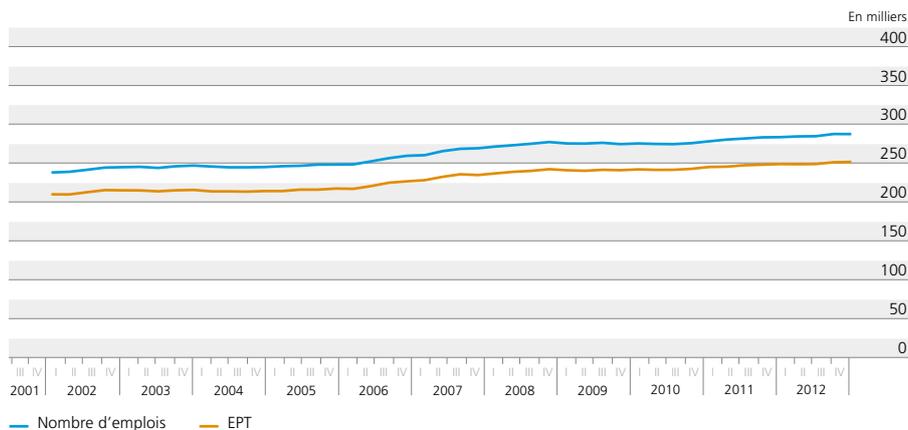
²⁴ Ibid.

PRÉCIEUX CAPITAL HUMAIN

Afin que l'économie puisse se développer, il lui faut des bras et des cerveaux, susceptibles de créer des richesses et d'innover. L'essor économique observé au cours des dernières décennies à Genève s'explique ainsi par la présence d'une main-d'œuvre qualifiée, adaptée aux besoins de l'économie. Selon la statistique de l'emploi pour le quatrième trimestre 2012, celle-ci fonctionne grâce à 285'500 places de travail (représentant 250'000 équivalents plein temps), un chiffre en progression régulière depuis 2001 (+20%, cf. fig. 1). Ce chiffre exclut le secteur public international qui sera évoqué plus loin.

Les caractéristiques de la population active, décrites ci-dessous, montrent combien celle-ci contribue au développement du canton de Genève. Différents aspects sont abordés : la structure par âge de la population et le « bonus démographique » dont bénéficie Genève, l'élévation du niveau général des qualifications dans une période de tertiarisation et de spécialisation, l'impact des migrations internationales sur l'emploi et l'apport de la main-d'œuvre résidant dans les autres cantons et la France.

Fig. 1 : Nombre d'emplois et d'emplois en équivalent plein temps à Genève, 2001-2012



Source : OFS, statistique de l'emploi

Une fenêtre d'opportunité démographique et des échanges migratoires au profit de l'essor économique

Les centres économiques attirent généralement sur leur territoire une population d'actifs, parfois au détriment des retraités, et ce phénomène conduit à maintenir une structure par âge plutôt jeune. Cela n'est que partiellement le cas dans le canton de Genève, puisque les spécificités du marché du logement conduisent à un déplacement progressif de nombreuses familles actives en direction des communes vaudoises ou de la France voisine. Genève observe en effet un solde migratoire intercantonal négatif pour les adultes âgés de 25 ans et plus, signifiant un départ régulier des actifs vers les régions périphériques.

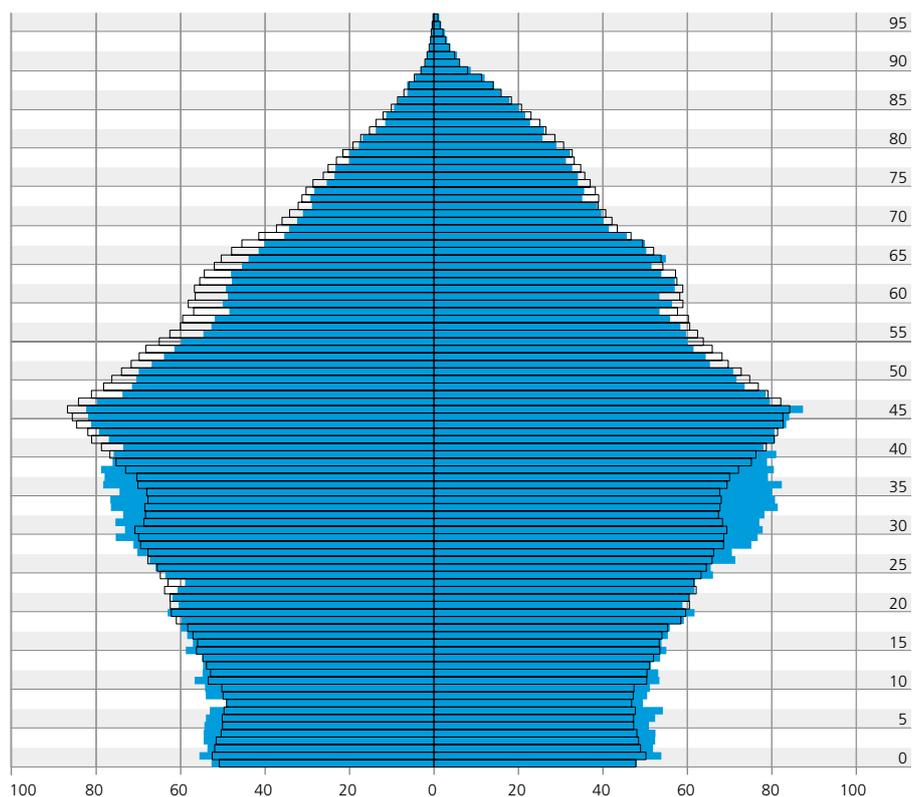
Malgré ces départs, la structure par âge de la population genevoise se distingue de celle de l'ensemble de la Suisse par un plus faible niveau de vieillissement : on compte 16,1 % de personnes de 65 ans et plus contre 17,2 % pour la Suisse.²⁵ Autre caractéristique genevoise, la présence de jeunes adultes y est importante. Quelque 46 % des personnes en âge d'exercer une activité (20-64 ans) sont âgées de moins de 40 ans (43 % pour la Suisse). Par opposition, la part des travailleurs âgés, 50-64 ans, est de 29 % contre 31 % en valeur nationale (fig. 2).

Un phénomène dit d'opportunité démographique caractérise la pyramide des âges. Celle-ci montre en effet des générations extrêmement nombreuses aux âges les plus productifs. Par exemple, la génération des quadragénaires (40-49 ans) présente un effectif de 40 % supérieur à celui des enfants (0 à 9 ans), et en même temps 2,4 fois plus nombreux que l'effectif des septuagénaires. La forme de la pyramide des âges contribue donc à une croissance économique de par la surreprésentation des personnes actives, comparativement à celles économiquement dépendantes. Cette fenêtre d'opportunité démographique s'explique par l'apport migratoire qui alimente la population des jeunes actifs. Et comme cette structure favorise la croissance, elle contribue à attirer d'autres travailleurs migrants, ce qui donne naissance à une sorte de double dynamisme économique et démographique, une spirale vertueuse qui bénéficie au canton.

La population genevoise est cosmopolite, multiculturelle et plurilingue. Cette caractéristique, propre à toutes les métropoles, peut être illustrée par différents indicateurs. Près de la moitié de la population genevoise (48 %) est née à l'étranger. Au total, 191 Etats d'origine sont recensés, avec une prédominance des Français, Portugais, Italiens et Espagnols (encadré 1). La proportion de résidents titulaires d'un passeport étranger est de 39 %, la ville de Genève enregistrant même une part de 46 % d'étrangers. En termes de langue principale, quelque 11 % des résidents genevois se déclarent anglophones et 7 % italophones.

²⁵ Les statistiques présentées dans cette section font référence à la population résidente permanente (à l'exclusion des permis de courte durée).

Fig. 2 : Pyramide des âges de Genève, en bleu, avec en surimpression celle de la Suisse (pour 10'000 personnes), fin 2011



Source : OFS, statistique de la population STATPOP

Encadré 1 : Les douze plus grandes communautés migrantes (définies selon le pays de naissance) résidant dans le canton de Genève fin 2011

France	33'164	14,8%
Portugal	28'951	13,0%
Italie	19'412	8,7%
Espagne	12'467	5,6%
Royaume-Uni	7'152	3,2%
Allemagne	6'471	2,9%
Etats-Unis	6'060	2,7%
Kosovo	5'254	2,4%
Brésil	5'084	2,3%
Maroc	4'396	2,0%
Russie	4'315	1,9%
Turquie	3'400	1,5%

Source : OFS, statistique de la population STATPOP

Un niveau de qualification en constante progression

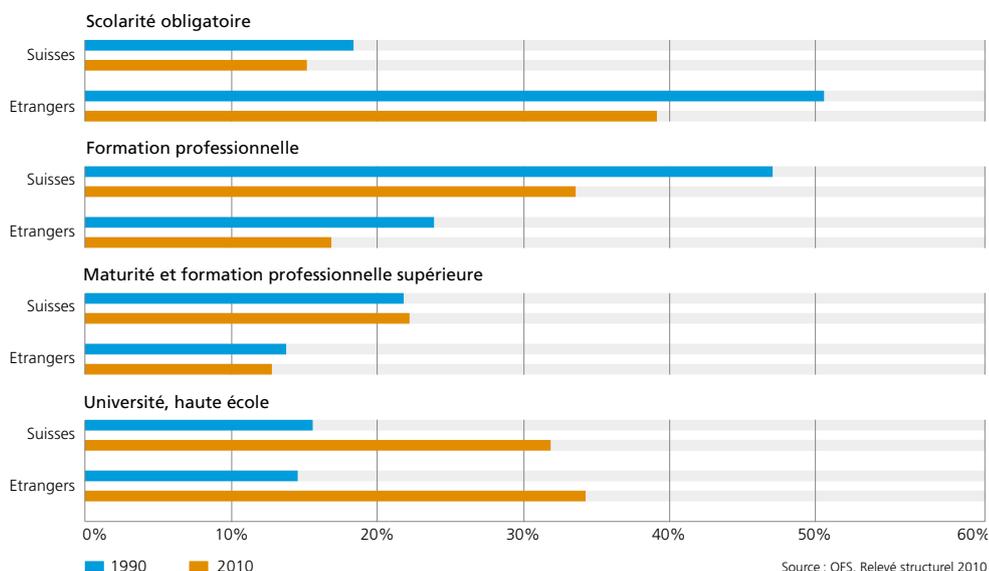
Genève concentre une activité économique à haute valeur ajoutée. Pour qu'elle puisse fonctionner et innover, cette activité a besoin de personnes hautement qualifiées. En la matière, le canton dispose de différents atouts, avec non seulement une population résidente présentant un niveau de formation élevé, en comparaison nationale, mais aussi un bassin d'emploi qui, alentour, fournit aussi des compétences en adéquation avec les besoins de l'économie. En outre, si ce bassin n'est pas suffisant, l'attractivité de Genève permet d'attirer des migrants hautement qualifiés de régions plus éloignées.

En 2010, parmi les résidents genevois ayant achevé une formation, un tiers (34%) sont de niveau tertiaire, un autre tiers (33%) de niveau secondaire II alors que le solde n'a pas été plus loin que la scolarité obligatoire.²⁶ Si l'on ne retient que la population en âge d'exercer une activité (25-64 ans), 42% des résidents sont de niveau tertiaire (et même 47% parmi les jeunes actifs de 25 à 44 ans), Genève est, parmi les cantons suisses, celui qui dénombre la plus grande proportion de diplômés des hautes écoles au sein de sa population en âge d'exercer une activité.

L'accroissement régulier du niveau de formation de la population active est illustré à la figure 3, qui compare la situation de 2010 avec celle de 1990. Autant chez les Suisses que chez les étrangers résidant à Genève, la proportion d'universitaires a doublé, alors que celle des actifs faiblement qualifiés a reculé. Aujourd'hui, la population étrangère compte une proportion plus élevée d'universitaires comparativement aux Suisses, ce qui n'était pas le cas en 1990.

La figure montre aussi la dualité qui caractérise la population étrangère, surreprésentée parmi les hautement et les faiblement qualifiés.

Fig. 3 : Niveau de formation achevé des personnes actives résidant à Genève, en 1990 et 2010, selon la nationalité



²⁶ OCSTAT, *Niveau de formation et profession dans le canton de Genève en 2010*. OCSTAT, mars 2013 http://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2013/analyses/coup_doeil/an-co-2013-51.pdf. Consulté le 28 juillet 2013.

Une proportion plutôt faible de nouveaux diplômés du tertiaire

La proportion élevée de personnes hautement qualifiées dans la population active contraste cependant avec l'observation d'un niveau de formation moyen à faible des jeunes entrant sur le marché du travail. En effet, le taux net de diplômés du niveau tertiaire, parmi les jeunes terminant leur formation professionnelle, est de 27% en 2011, soit une valeur inférieure à la moyenne suisse. En 2000, Genève était pourtant le canton comptant la part la plus élevée de diplômés du tertiaire. Ce recul entre 2000 et 2011 s'explique par le faible taux de participation des Genevois aux hautes écoles spécialisées (8%, contre 20% au Jura, par exemple). Les six écoles spécialisées genevoises réunissent malgré tout 4'000 étudiants. En revanche, Genève dénombre encore la proportion la plus élevée d'universitaires (cf. également encadré 2).

Le recul observé dans la proportion d'étudiants du niveau tertiaire, comparativement aux autres cantons, illustre les défis à relever en termes de formation. Principalement, le canton de Genève doit composer avec une population de jeunes issus de différentes origines sociales et culturelles. Plus de trois classes genevoises sur quatre comprennent au moins 30% d'élèves de nationalité étrangère et/ou parlant une autre langue. Ces jeunes issus de la migration représentent un défi pour le système de formation primaire et secondaire, qui doit s'adapter à des classes multiculturelles au sein desquelles les élèves présentent des profils variés et, parfois, une éducation effectuée en partie dans un autre pays.

Autre spécificité genevoise, l'apprentissage sur le lieu de travail n'est pas fréquent. En effet, la part des places d'apprentissage dans le total des emplois est faible dans le canton (2,1% correspondant à 4'955 places en 2008, date des dernières données disponibles), soit une proportion largement inférieure à la moyenne suisse (5,7%). Genève est aussi le canton suisse qui compte le moins de places d'apprentissage et la plus faible proportion d'entreprises formatrices (9,1% contre 18,3% en moyenne suisse).

Encadré 2: L'Université de Genève

L'Université de Genève, fondée en 1559 par Jean Calvin, compte en 2011 16'100 étudiants encadrés par 4'200 personnes (en EPT), dont une partie se consacre à la recherche. Le rayonnement de l'Université peut être estimé par l'origine de ces étudiants: moins de la moitié (7'084) sont genevois, 3'124 proviennent du reste de la Suisse, 4'058 d'Europe, 1'817 du reste du monde.²⁷ L'Université de Genève est classée en 2012 à la 69^e place des universités mondiales selon le classement établi à Shanghai (35^e place en sciences naturelles et mathématiques), un classement en progression depuis quelques années. L'Université est aussi un moteur économique. Elle engendre chaque année quelque 130 millions de francs de fonds de tiers (mandats de recherche du privé ou du public).

L'Université n'est pas la seule haute école à dispenser des diplômes de niveau tertiaire. Outre les hautes écoles spécialisées (4'000 étudiants), l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement regroupe 800 étudiants. Des universités et hautes écoles privées complètent ce panorama (Webster, IFM, International University par exemple).

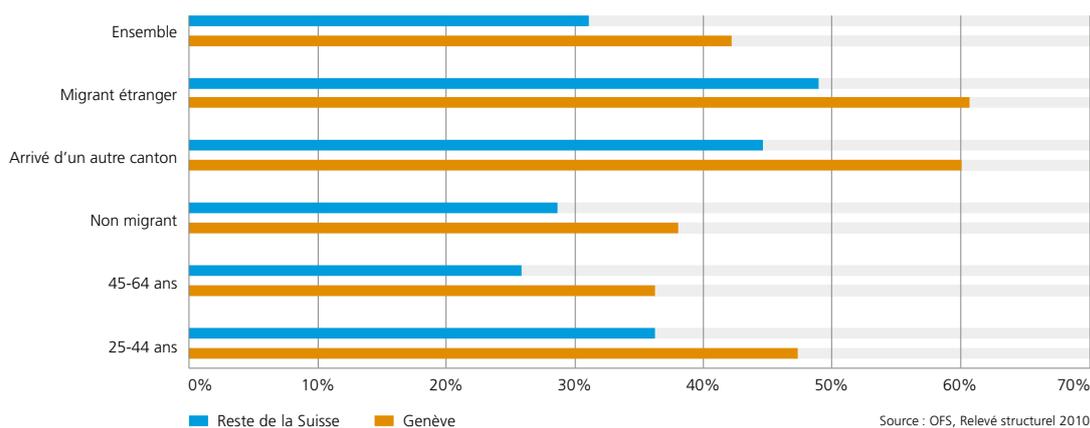
²⁷ (http://www.unige.ch/dadm/stat/dernierepublication-1/BROCHURE_2011_Complete2.pdf). Consulté le 28 juillet 2013.

La migration internationale, moteur économique

La population migrante participe d'une manière prépondérante au marché du travail. Plus de la moitié des postes de travail sont occupés par des personnes de nationalité ou d'origine étrangère. Le relevé structurel 2010 indique en effet que parmi les actifs résidant à Genève, et exerçant leur activité dans le canton, 51 % sont nés à l'étranger et 37 % sont de nationalité étrangère. Après prise en compte des pendulaires résidant dans un autre canton (souvent de nationalité étrangère) et des frontaliers, on constate que près d'un actif sur deux est de nationalité étrangère, et que trois cinquièmes des actifs sont nés à l'étranger.

Cet apport des migrants et des travailleurs transfrontaliers explique le paradoxe qui a été montré précédemment entre un taux de diplômés du tertiaire plutôt moyen parmi les jeunes et très élevé au sein de la population active. En effet, la migration intercantonale et internationale est une migration hautement qualifiée et renforce de ce fait les compétences disponibles. Ce renforcement s'est accéléré au cours des dernières années. Une étude a en effet montré que la région lémanique était la région de l'OCDE présentant la part la plus élevée de migrants récents hautement qualifiés dans sa population.²⁸ Selon le relevé structurel de 2010, la proportion de personnes de niveau de formation tertiaire parmi celles arrivées à Genève au cours des cinq dernières années est supérieure à 60 %, que ces personnes proviennent d'un autre canton ou du reste de l'étranger (fig. 4). La migration récente a significativement accru (+6,5 points) la proportion d'universitaires et explique les différentiels observés entre Genève et le reste de la Suisse quant à la part de la population hautement qualifiée.

Fig. 4: Proportion des hommes et femmes âgés de 25 à 64 ans de niveau de formation tertiaire, en %, à Genève et dans le reste de la Suisse



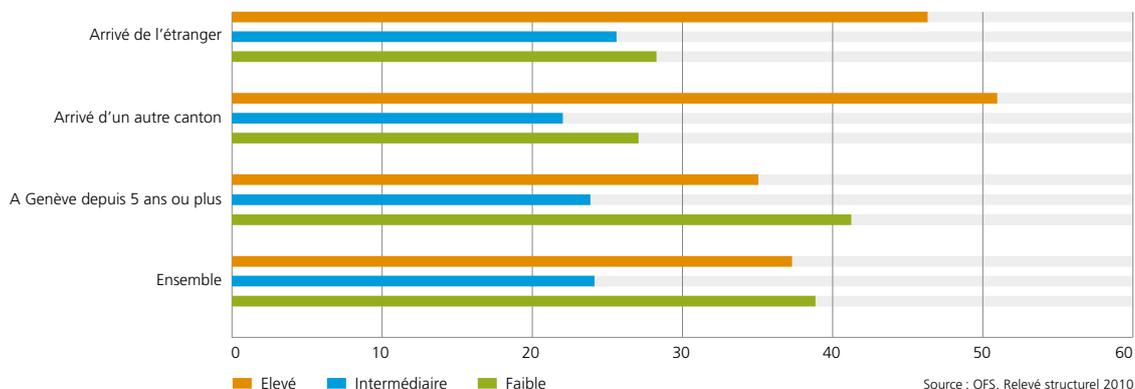
²⁸ BREZZI M. et a. (2010), *Determinants of Localization of Recent Immigrants across OECD Regions 2010*. <http://www.oecd.org/regional/regional-policy/45344744.pdf>.

Des compétences de direction et d'encadrement

Au total, 39% de la population active occupée résidant à Genève exerce une fonction dirigeante (une catégorie qui, outre les dirigeants, inclut les professions libérales, autres indépendants et les professions intellectuelles et d'encadrement), 24% une fonction intermédiaire et 37% une fonction d'exécutant. La proportion élevée de dirigeants (elle est de dix points supérieure à celle mesurée pour l'ensemble de la Suisse) s'explique évidemment par la structure socioprofessionnelle genevoise et par les spécificités de son économie.

La migration participe à l'accroissement du niveau socioprofessionnel moyen de la population genevoise. Parmi les migrants internationaux (venus s'installer à Genève au cours des cinq années ayant précédé le relevé structurel de 2010), on compte en effet 46% de personnes hautement positionnées dans l'échelle professionnelle (contre 37% pour les personnes vivant à Genève depuis au moins cinq ans). Genève, en termes de canton de résidence, n'est pas aussi attractive pour les exécutants, puisqu'on dénombre environ 28% de migrants internationaux récents présentant une faible position socioprofessionnelle, soit un niveau similaire à celui de la population domiciliée depuis plus longtemps.

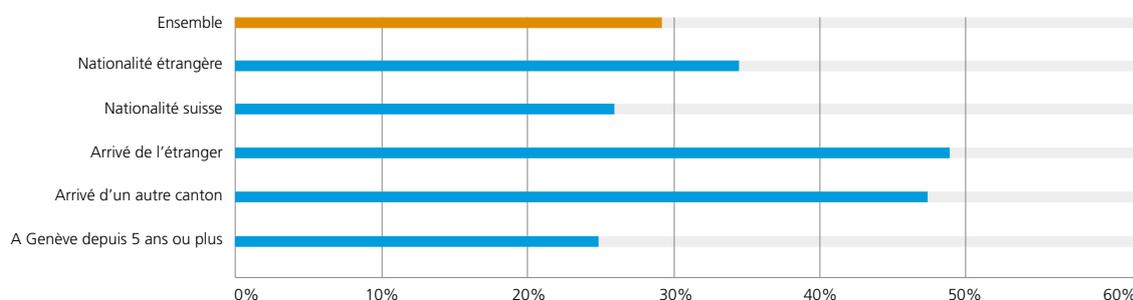
Fig. 5: Catégorie socioprofessionnelle des personnes actives occupées, selon le statut migratoire
Personnes âgées de 25 à 64 ans



Les compétences professionnelles font également référence au plurilinguisme, en constante progression dans le canton. Les connaissances linguistiques sont au service de l'économie puisque 28% des Genevois exerçant une activité professionnelle font usage de l'anglais (6% utilisent par ailleurs l'allemand sur leur lieu de travail et 5% l'italien). Cette proportion est supérieure de douze points à celle mesurée pour l'ensemble de la Suisse (16%). Parmi les actifs présentant un statut socioprofessionnel de niveau élevé, près de 40% utilisent l'anglais au travail.

Ainsi que l'illustre la figure 6, l'usage de l'anglais dans l'activité professionnelle est plus courant parmi les migrants récents (49% pour ceux arrivés de l'étranger) comparativement aux personnes actives présentes à Genève depuis au moins cinq ans (24%). Elle est aussi plus élevée parmi les étrangers comparativement aux Suisses. Ces différents éléments attestent donc du renforcement des compétences associé à la migration interne et internationale.

Fig. 6 : Proportion de personnes actives utilisant l'anglais dans leur vie professionnelle, selon le statut migratoire



Source : OFS, Relevé structurel 2010

Un marché du travail qui dépasse largement les frontières cantonales

L'économie cantonale ne repose pas seulement sur une population résidente qualifiée ; elle bénéficie également d'une population active se déplaçant chaque jour depuis les régions voisines pour travailler à Genève. Selon une récente étude de l'OCSTAT, plus d'un tiers de la population active vit hors des frontières cantonales.²⁹ Quelque 80'000 actifs transfrontaliers se rendent à Genève pour exercer leur activité professionnelle (16'500 sont des Suisses ou des binationaux, 9'200 des fonctionnaires internationaux issus de différentes nationalités, et le solde des résidents français). Le canton bénéficie aussi d'un apport du reste de la Suisse : au total, selon le relevé structurel, 29'000 personnes domiciliées dans un autre canton se rendent à Genève afin d'exercer leur activité professionnelle. Parmi celles-ci, 22'800 (79%) sont domiciliées dans le canton de Vaud (dont 13'300 dans le district de Nyon), 1'600 dans le canton du Valais et le solde dans le reste de la Suisse.

²⁹ http://www.ge.ch/statistique/tel/publications/2013/informations_statistiques/autres_themes/is_travailleurs_non_residants_26_2013.pdf. Consulté le 28 juillet 2013.

MOTEURS ÉCONOMIQUES

Les poutres maîtresses du développement économique genevois n'ont pas fondamentalement varié au cours des décennies écoulées. On retrouve toujours, aux premières places, les activités tertiaires liées à la finance et au négoce et, dans le domaine manufacturier, l'horlogerie et la chimie.

La tertiarisation et son corollaire, la perte d'importance relative des activités industrielles, ont connu entre 1950 et 1973 une progression extraordinaire.³⁰ Le gouvernement genevois, qui s'inquiétait à l'époque d'une évolution jugée dangereuse pour l'équilibre économique du canton, avait tenté d'en analyser les causes. L'une des raisons de cette expansion, notait-il ainsi dans un rapport sur sa politique économique,³¹ est liée à l'exiguïté du territoire. Alors que l'industrie est par nature gourmande en espace, la faible emprise spatiale propre à la fonction tertiaire et la réunion de certaines conditions (proximité des grands centres, liaisons aériennes, facteurs démographiques, etc.)³² en ont indéniablement favorisé la croissance.

Ainsi, pour la seule décennie 1960-1970, les plus fortes progressions constatées dans la répartition de la population résidente active concernent la banque (+121 %), les activités scientifiques et d'enseignement (+130%) et singulièrement les laboratoires de recherche (163%). Dans le même temps, les activités manufacturières perdent du terrain, principalement dans l'industrie des machines (-2,6%), mais aussi l'horlogerie (-0,5%), alors frappée par la crise, même si cette branche semble avoir mieux résisté à Genève que dans l'arc jurassien.³³

L'essor le plus frappant est déjà celui de la banque, dont les effectifs ont plus que quadruplé entre 1945 et 1970. Le moteur est ici alimenté par des facteurs d'origine extérieure : d'abord la participation au financement de la reconstruction et de la relance économique en Europe, puis le retour à la convertibilité des monnaies et, enfin, la libération des mouvements de capitaux, qui favorisera ce qu'on a pris l'habitude aujourd'hui d'appeler la « financiarisation » de l'économie.

La même évolution s'est dessinée pour les activités statistiquement regroupées sous la dénomination un peu vague et surtout trop globale de « commerce de gros », dont la forte progression est, elle aussi, déjà mise en évidence dans l'exposé du Conseil d'Etat de 1975, qui relève « le côté autonome et moteur de la branche dans notre canton ».³⁴

³⁰ Cette période, communément appelée des « Trente Glorieuses », s'achève avec le premier choc pétrolier, marqué par l'embargo sur les livraisons de pétrole que les pays membres de l'OPEP décrètent en octobre 1973 contre les Etats « qui soutiennent Israël ». Il s'agit d'une véritable rupture, puisque l'économie, en Suisse comme dans les autres pays développés, n'atteindra plus jamais les mêmes taux de croissance et que le chômage, quasi inexistant avant 1970 (en janvier de cette année-là, on dénombre neuf chômeurs inscrits dans le canton !), deviendra un phénomène durable. « Malgré la reprise [à partir de 1983], écrit par exemple l'OCSTAT en 2010, le nombre de chômeurs ne redescend pas, suivant en cela un effet d'hystérésis, qui indique la persistance d'un phénomène alors que sa cause principale a disparu » (cf. *1970-2009 : 40 ans d'observation conjoncturelle à Genève*, Etudes et documents 51, juin 2010, p. 26).

³¹ Cf. Exposé du Conseil d'Etat sur sa politique économique, Chancellerie d'Etat, juin 1975, p. 97.

³² Conditions toujours présentes, évoquées aux chapitres précédents de la présente étude.

³³ Ibid., pp. 111-114.

³⁴ Ibid., p. 123.

A relire ces considérations écrites en période de difficultés conjoncturelles et (on s'en rendra mieux compte par la suite) de changements structurels, on a le sentiment que l'expansion des activités tertiaires à Genève a connu une accélération en dépit, plutôt que à cause, d'une volonté politique largement marquée à l'époque par le souci de sauvegarder une base industrielle déclinante.³⁵ Le fait que cette base continuera de s'étioler au cours des décennies suivantes tend à démontrer a contrario que les activités financières présentent, à Genève, un caractère autonome et peuvent en ce sens être considérées véritablement comme des moteurs de croissance.

Le secteur bancaire

En constante progression au cours des années 1945-1970, les activités financières et de négoce enregistrent un véritable bond en avant au cours des décennies suivantes, et singulièrement à partir des années 80, marquées par un vaste mouvement de libéralisation des marchés à l'échelle internationale comme sur le plan domestique. C'est ainsi – pour ne citer qu'un exemple – que le contrôle des émissions, qui avait été institué pour diverses raisons en 1957, a été aboli par le Conseil fédéral à la fin de 1982.³⁶ Le montant des prélèvements nets sur le marché suisse des capitaux par des émissions d'emprunts et d'actions, qui avoisinait les 5 milliards de francs en 1970, atteint un montant six fois supérieur en 1984, et doublera encore au cours des dix années suivantes. De même, le nombre et la valeur des parts de fonds de placement suisses en circulation s'envolent à partir des années 80, pour atteindre des niveaux plus de dix fois supérieurs au début des années 2000.³⁷ L'essor du chiffre d'affaires aux bourses de Zurich, Genève et Bâle est lui aussi spectaculaire, et la capitalisation boursière totale des titres entrant dans le Swiss Performance Index (SPI) passe de 204 milliards en 1990 (première année disponible) à 1957 milliards de francs en 2000.³⁸

Pour les banques, cet essor de l'activité boursière se traduit par une augmentation inédite du produit des commissions, dont le total, pour l'ensemble des établissements, passe d'un peu moins de 5 milliards en 1983 à 39 milliards de francs (dont 35 milliards pour les seules commissions sur les opérations de négoce de titres et placements) en 2007.³⁹ Résultat, le bénéfice brut (bénéfice d'exploitation) des établissements bancaires compris dans les catégories « historiques » de la statistique BNS⁴⁰ passe de quelque 5 milliards au début des années 80 à presque 30 milliards en 2006, avant de reculer l'année suivante à la suite de la crise bancaire internationale. Les bénéfices nets distribués passent dans le même laps de temps de 2 à 9 milliards de francs, et les impôts encaissés par les collectivités publiques, de 1,5 à 4,7 milliards de francs.⁴¹

³⁵ Volonté marquée, concrètement, par la mise en place d'outils spécifiquement destinés à soutenir les activités industrielles, comme la constitution de zones industrielles placées sous la responsabilité de la FIPA, l'actuelle FTI.

³⁶ Cf. Banque nationale suisse, *Séries chronologiques historiques n° 2, Marché des capitaux et bourse*, mai 2007, p. 9. (NB. Ces séries chronologiques, auxquelles il sera souvent fait référence dans les lignes qui suivent, ont été publiées par la BNS à l'occasion de son centenaire en 2007. Raison pour laquelle les périodes auxquelles elles se rapportent se terminent pour la plupart cette année-là).

³⁷ Ibid. p. 65. Le nombre de parts en circulation de ces fonds passe ainsi de 135'000 en 1982 à plus d'un million en 2004, et leur fortune totale de 35 à 115 milliards de francs.

³⁸ Ibid. p. 84. Jusqu'en 1992, les seules données disponibles sont celles de la Bourse de Zurich. Entre 1980 et 1992, la capitalisation du Swiss All Share Index (SWI) est multipliée par 4.

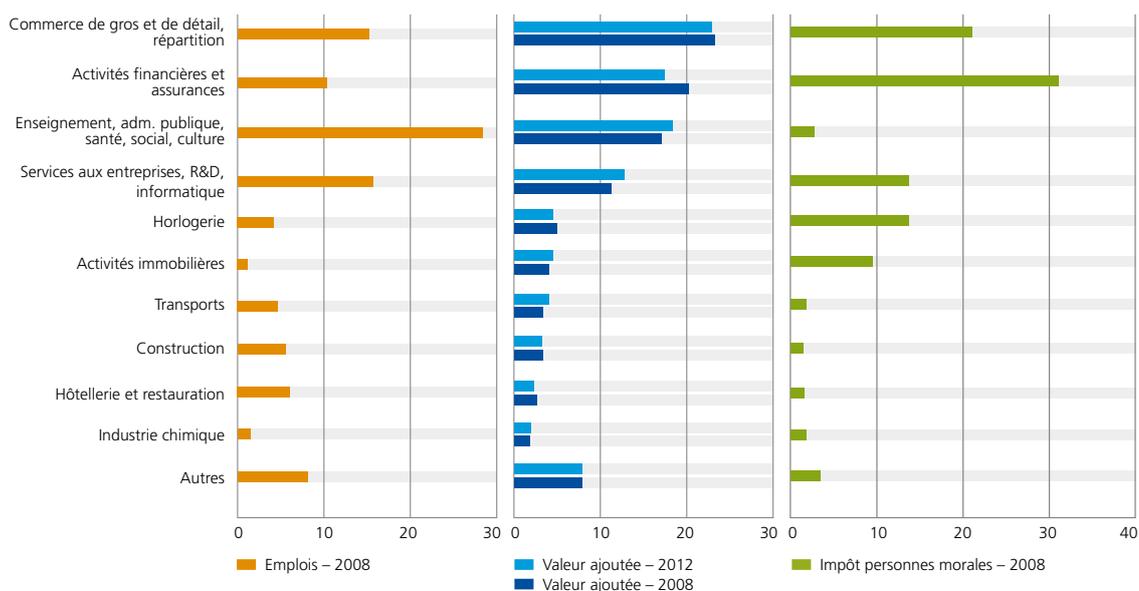
³⁹ Cf. Banque nationale suisse, *Séries chronologiques historiques n° 5, Les banques suisses*, p. 112.

⁴⁰ Banques cantonales, grandes banques, banques régionales, Raiffeisen, banques en mains étrangères, banques boursières, banques commerciales, autres établissements (succursales de banques étrangères et banquiers privés exceptés).

⁴¹ Les dividendes versés aux actionnaires passent de 1,5 en 1985 à 8,6 milliards de francs en 2005 (Banque nationale suisse, *Séries chronologiques historiques n° 5*, p. 117).

Les charges de personnel, autrement dit les charges salariales et par conséquent une part non négligeable de la valeur imposable au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans les cantons à forte densité bancaire, enregistrent également une nette augmentation durant ces années d'expansion de l'activité financière. Voisines de 5 milliards au début des années 80 (4,8 milliards en 1981), elles culminent à 30,4 milliards de francs en 2007; rapportées au nombre de personnes employées – les effectifs totaux ayant passé dans le même temps de 87'500 à 130'500 personnes⁴² – ces charges ont plus que quadruplé: alors qu'elles s'établissaient à un peu plus de 54'000 francs par personne à fin 1981, elles dépassaient les 233'000 francs 25 ans plus tard!⁴³

Poids économique des principales branches d'activité dans le canton de Genève, en 2008 et en 2012 en %



Source des données: Administration fiscale cantonale, BCGE, CREA, OFS, OCSTAT

Depuis lors, ces effectifs ont légèrement reculé pour s'établir à 123'000 personnes à fin 2012, ceux des banques genevoises étant estimés à quelque 20'000 pour la même année.⁴⁴ La progression des effectifs en pour cent est encore plus marquée dans la catégorie des banquiers privés, particulièrement représentatifs de la place bancaire genevoise:⁴⁵ un peu plus de 2'000 à fin 1981, les effectifs des quelque 25 comptoirs de banquiers privés recensés par la statistique bancaire dépassent les 4'300 à fin 2007⁴⁶ (pour revenir à 4'185 à fin 2012).

⁴² De 92'000 à 136'000 personnes pour l'ensemble des établissements bancaires, respectivement 83'800 hommes et 52'400 femmes, du 31 décembre 1981 au 31 décembre 2007 (ibid. p. 127).

⁴³ Même compte tenu de l'inflation intervenue entre-temps (+67% de hausse des prix entre 1981 et 2007), ces progressions demeurent impressionnantes.

⁴⁴ Chiffre indiqué lors de la présentation de l'enquête de la CCIg en mars 2013 (cf. *Tribune de Genève* du 26.03.2013).

⁴⁵ Sur les 13 banquiers privés recensés par la statistique bancaire en 2011 (12, si l'on excepte Wegelin & Co. Privatbankiers, GesellschafterKom. Bruderer, Hummler, Tolle & Co de St-Gall), 6 sont des maisons genevoises (Pictet & Cie, Bordier & Cie, Gonet & Cie, Lombard, Odier & Cie, Mirabaud & Cie, Mourgue d'Algue & Cie). Par ailleurs, la statistique bancaire note que sur les 313 sièges de banque, filiales non comprises, installés en Suisse, 66 le sont à Genève, ce qui en fait, de loin, la deuxième place bancaire de Suisse derrière Zurich qui en compte 111 sièges (Cf. BNS, Les banques suisses 2011, p. 218 / A180).

⁴⁶ Cf. Banque nationale suisse, *Séries chronologiques historiques n° 5*, Les banques suisses, p. 127.

UNE SPÉCIFICITÉ GENEVOISE: LES BANQUIERS PRIVÉS

Bien que le nombre de maisons de banquiers privés ait diminué au cours des dernières décennies, les plus importantes d'entre elles (Pictet, Lombard Odier, Mirabaud) ont connu un développement spectaculaire de leurs affaires, mesurable à la progression du nombre de collaborateurs et de la masse sous gestion, tant privée qu'institutionnelle.

Pictet & Cie compte aujourd'hui près de 3'200 collaborateurs, dont les deux tiers en Suisse. Elle compte plus d'une vingtaine de bureaux en Europe, en Asie et en Amérique du Nord. La banque, fondée en 1805 à Genève, est l'une des plus grandes banques privées de Suisse, avec des fonds en dépôt et sous gestion totalisant 398 milliards de francs à fin mars 2013. Elle a développé depuis une vingtaine d'années un important secteur de fonds de placement (à travers sa filiale Pictet Funds SA), de *hedge funds* et est fortement présente dans la *private equity*. Dans son dernier rapport de notation (juillet 2012), l'agence Fitch décrit Pictet & Cie comme « le plus grand des 12 derniers banquiers privés et l'un des 5 plus importants *wealth managers* de Suisse ».

Lombard Odier & Cie est la plus ancienne maison de banquiers privés en activité de la place bancaire genevoise, puisque sa fondation remonte à 1796. C'est aussi la première banque privée à s'être implantée à l'étranger (en 1951 à Montréal) et le premier établissement européen à être devenu membre du NYSE (1979). La banque s'est fortement développée à travers sa fusion avec Darier Hentsch & Cie (2002) – qui elle-même résultait du rapprochement entre Hentsch & Cie et Darier & Cie intervenu en 1990 – et représente désormais le deuxième établissement bancaire privé genevois par ordre d'importance, tant par ses effectifs (quelque 2'000 collaborateurs) que par la masse en dépôt et sous gestion (près de 190 milliards de francs).

Mirabaud & Cie, troisième maison de banquiers privés par sa taille, est également d'ancienne tradition, puisque sa fondation remonte à 1819. La banque s'est fortement développée ces dernières années, au point d'occuper à présent quelque 650 personnes et de gérer des avoirs estimés à 25 milliards de francs. Au même titre que ses deux prédécesseurs, l'établissement compte parmi les grands mécènes genevois et déploie une importante activité de sponsoring culturel et sportif.

Les trois maisons ont récemment pris le parti d'adapter leurs structures juridiques au développement de leurs affaires; de sociétés en commandite, elles ont décidé de se transformer en sociétés en commandite par actions.

Bordier & Cie est, par ordre d'importance, le quatrième et dernier membre du Groupement des banquiers genevois. Fondé en 1844, l'établissement occupe un peu plus de 200 collaborateurs et gère pour le compte de sa clientèle une masse de dépôts avoisinant les 10 milliards de francs.

En dehors du Groupement, Genève est également le siège de deux autres maisons de banquiers privés, Mourgue d'Algue & Cie et Gonet & Cie. Fondés respectivement en 1869 et 1845, ces deux établissements sont, au même titre que les autres banquiers privés genevois, membres de l'Association des banquiers privés suisses, qui compte en outre cinq banquiers privés établis en Suisse alémanique (Bâle, Zurich et Lucerne).⁴⁷

⁴⁷ Seul banquier privé non membre de l'ABPS, Landolt & Cie est domicilié à Lausanne.

Outre la banque privée traditionnelle,⁴⁸ de très nombreuses banques, souvent en mains étrangères, ou encore des filiales ou succursales de banques étrangères, ont contribué à l'essor de la place bancaire genevoise, qui compte parmi les principaux, sinon le principal, pourvoyeurs de valeur ajoutée et de matière imposable dans le canton.

Bien que la taille du bilan ne soit pas très significative pour des banques spécialisées dans la gestion de fortune et la gestion d'actifs en général, elle permet néanmoins d'illustrer l'importance de plusieurs d'entre elles. Voici une brève énumération des plus grandes:⁴⁹

Raison sociale	Année de constitution	Total du bilan	Effectifs
HSBC Private Bank (Suisse) SA	1988	66'306'395	1'540
BNP Paribas (Suisse) SA	1872	32'297'028	1'393
Crédit Agricole (Suisse) SA	1957	22'698'701	555
BSI SA	1873	18'659'769	128
Union Bancaire Privée UBP SA	1960	17'768'715	789
Deutsche Bank (Suisse) SA	1980	8'833'668	408
J.P. Morgan (Suisse) SA	1980	7'584'642	813
Banque Privée Edmond de Rothschild SA	1923	7'443'327	620
ING Belgique, Bruxelles, succ. de Genève	2001	6'252'889	159
Société Générale Private Banking (Suisse) SA	1987	5'698'100	226
Barclays Bank (Suisse) SA	2001	3'716'772	402

Sources des données : BNS, Répertoire des entreprises du canton de Genève

Il ressort nettement de cette énumération que les principales banques – dont la plupart en mains étrangères – installées à Genève le sont soit de tradition fort ancienne, parfois même du XIX^e siècle, soit d'implantation récente, en l'occurrence les années 80, qui marquent comme on l'a relevé plus haut le point de départ de la dernière vague de développement des activités financières.

Les grandes banques (UBS, CS), fortement présentes à Genève, même si elles y ont concentré leurs services et réduit leurs effectifs en conséquence, demeurent un acteur de poids dans certains secteurs d'activité. Elles collectent à elles deux près de 50% de l'épargne bancaire de clients domiciliés dans le canton et y détiennent plus de 56% des créances hypothécaires.⁵⁰

La statistique bancaire ne recouvrant pas l'activité des gérants de fortune indépendants ni celle d'autres acteurs du secteur financier,⁵¹ on ne dispose pas de données précises sur la contribution globale de ce secteur à la valeur ajoutée globale en Suisse,⁵² et a fortiori dans le canton de Genève. On peut néanmoins partir de l'idée que cet apport est plus que proportionnel, qu'il se manifeste notamment par des salaires élevés, et qu'il représente une contribution importante aux rentrées fiscales du canton et des communes concernées.

⁴⁸ Formée des banquiers privés, organisés pour la plupart en société en commandite, dont les associés sont indéfiniment responsables. Les autres établissements se vouant à la gestion de fortune, qu'on a pris l'habitude d'appeler également banques privées, sont généralement organisés en sociétés anonymes.

⁴⁹ Cf. Banque nationale suisse, *Les banques suisses 2011*, Zurich 2012.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 77/A39.

⁵¹ Selon le Compendium 2010 de l'Association suisse des banquiers (Bâle 2010), ce groupe de non-banques ou d'établissements parabancaires comprend à titre approximatif plus de 6'000 petites et très petites entreprises, dont 1'000 pour la seule catégorie des gérants de fortune indépendants membres de l'ASG (p. 38).

⁵² En 2008, le secteur de la banque occupait 4,1% des actifs en Suisse et concourait à hauteur de 7,6% à la création totale de valeur (cf. Compendium 2010, op. cit, p. 14).

Les activités de négoce

A côté de la banque privée, le négoce des matières premières figure comme l'une des spécificités du capitalisme genevois. Dès le XVIII^e siècle, Genève développe une importante activité économique autour du négoce du sel et du blé. Mais, comme on l'a signalé plus haut, c'est principalement à partir des années 1970 que ce secteur prend son véritable essor, avec l'installation dans la ville de Calvin de nombreuses sociétés de négoce international, notamment en provenance du Moyen-Orient. Youssef Cassis⁵³ note que Genève devient alors, juste derrière Londres, la seconde place européenne dans le négoce du pétrole, des céréales et du coton.

Qu'en est-il aujourd'hui? En se basant sur les estimations de l'Association genevoise du négoce et de l'affrètement (Geneva Trading and Shipping Association, GTSA) et les données de Genève Place financière, le Conseil stratégique de la promotion économique (CSPE) relève, en juin 2012, que le négoce international représente plus de 10% du revenu cantonal.⁵⁴ Ce secteur inclut également des banques spécialisées dans le financement du commerce des matières premières, des compagnies de transport et de courtage maritime (par ex. MSC, Riverlake) et des groupes de contrôle des marchandises (SGS, Cotecna). Au total, Genève accueille plus de 400 sociétés de *commodities trading* qui occupent 8'000 emplois (chiffre comprenant les sociétés de négoce, d'inspection et de *shipping*, ainsi que les banques actives dans le financement du négoce).⁵⁵

Les plus grandes entreprises du commerce de gros
par ordre décroissant de leurs effectifs, données 2012

Société	Effectifs	Fondation ⁵⁶
Procter & Gamble ⁵⁷	2'677	1956 ⁵⁸
JT International	862	1999
Cargill International	623	1956 ⁵⁹
DuPont de Nemours ⁶⁰	597	1959 ⁶¹
Caterpillar	419	1960 ⁶²
L'Oréal Suisse	414	1978
Ralph Lauren Europe	364	2003
Trafigura	348	2006
Hewlett-Packard	305	2002
Louis Dreyfus Commodities	302	2006
Total Oil Trading	299	1984
STMicroelectronics	263	2012
Addax Petroleum	251	2000
Dell	234	1991
Bunge	225	2001
Mercuria Energy Trading	225	2004
IBM Suisse	222	1982
Litasco	214	2000

Sources des données : Répertoire des entreprises du canton de Genève

⁵³ *Les Capitales du capital. Histoire des places financières internationales, 1780-2005*, op. cit, p. 304.

⁵⁴ Note de travail disponible sur internet, qui fait le point sur le négoce international et sa place dans le canton de Genève (<http://ge.ch/dares/conseil-strategique-promotion-economique/rapports-1148.html>).

⁵⁵ Selon la GTSA, quelque 12'000 personnes sont employées dans le négoce de matières premières en Suisse. Genève en occuperait donc la moitié (cf. Compendium 2010, op. cit, p. 53).

⁵⁶ Date d'immatriculation au Répertoire des entreprises du canton de Genève.

⁵⁷ Ensemble du groupe (P&G International Operations et P&G Europe).

⁵⁸ Création des quartiers généraux de P&G pour l'Europe de l'Est, le Moyen-Orient et l'Afrique.

⁵⁹ Cargill a démarré ses activités à Genève en 1956 sous le nom de TRADAX.

⁶⁰ Ensemble du groupe (DuPont de Nemours International Sàrl et DuPont International Operations Sàrl).

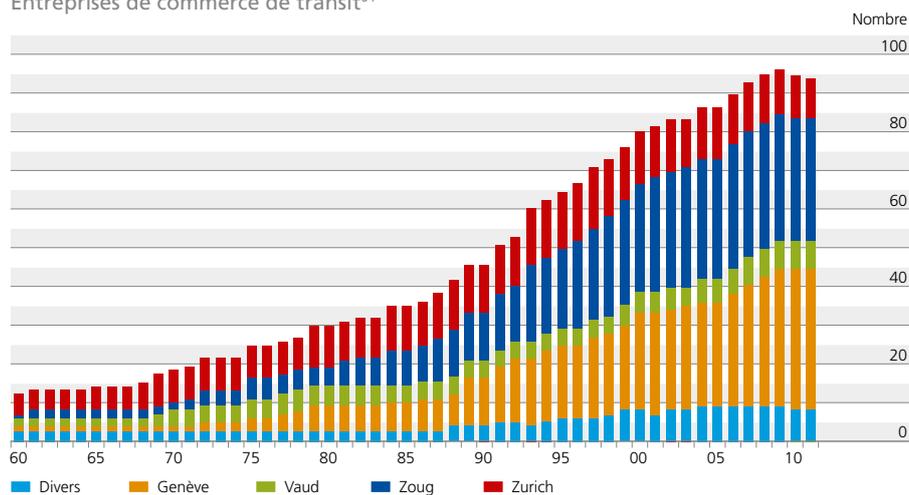
⁶¹ Début des activités de DuPont de Nemours à Genève.

⁶² Date de la première installation à Genève.

Un tiers de la totalité du commerce mondial de pétrole brut, quelque 80% des exportations de pétrole russe et de ses dérivés, de même que l'essentiel de la production kazakhe sont négociés à Genève, qui se place par ailleurs au premier rang mondial dans les transactions de sucre (ex aequo avec Londres), de céréales et d'huiles végétales. Genève est en outre le leader européen dans le négoce du coton. La ville occupe également le premier rang dans le domaine du financement du commerce et du contrôle des marchandises. Elle assure enfin 22% du transport de matières premières sur le plan mondial.⁶³

Depuis les années 90, le nombre des entreprises de commerce de transit a fortement augmenté dans les cantons de Genève et de Zoug (autre leader helvétique dans le domaine des matières premières), alors qu'il est resté relativement stable dans les autres cantons (ceux de Vaud et Zurich en particulier).

Entreprises de commerce de transit⁶⁴



Source : Inscriptions d'entreprises de commerce de transit au Registre du commerce, in : BNS, Balance suisse des paiements 2011, p. 41. (Schéma extrait du Rapport de la plateforme interdépartementale matières premières établi sous la direction des départements DFAE, DFF et DEFR)⁶⁵

L'essor du négoce international – dont l'importance a longtemps été ignorée du grand public⁶⁶ – est étroitement lié aux techniques de financement qui l'accompagnent. Les crédits documentaires et autres outils de financement du commerce international, devenus l'une des spécialités phare de la place bancaire genevoise (Paribas, CEG puis BCGE et, plus récemment, Crédit Agricole), ont accompagné l'essor des premières grandes entreprises de négoce installées à Genève (Cargill, présente dès 1956 à travers sa filiale Tradax, y occupe aujourd'hui quelque 600 personnes) en même temps qu'ils ont joué un rôle prépondérant dans l'attraction exercée par Genève sur les futurs acteurs du métier, qu'ils soient nés ici (Mercuria) ou qu'ils s'y soient implantés sous la forme d'une filiale ou d'une succursale (Trafigura, Transocean, Noble Group, etc.).

⁶³ Cf. aussi « La place de Genève au cœur du négoce international » dans *Aspects, Le magazine de la Chambre France-Suisse pour le commerce et l'industrie*, 2/2012.

⁶⁴ La Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) ne mentionnant pas séparément les sociétés de négoce de matières premières (que l'on trouve notamment sous les rubriques Commerce de gros ou Sociétés de holding), une estimation du nombre des entreprises et des personnes employées est impossible sur la base de cette statistique, note le « Rapport de base : matières premières – Rapport de la plateforme interdépartementale matières premières à l'attention du Conseil fédéral », établi sous la direction des départements DFAE, DFF et DEFR, p. 11, mars 2013. Le négoce de pétrole brut, entre autres, est compris dans la rubrique « commerce de transit ».

⁶⁵ <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/30134.pdf>.

⁶⁶ Peut-être cette ignorance est-elle en partie due au fait que cette activité a longtemps été noyée dans la rubrique statistique peu parlante de « commerce de gros ».

L'arrivée, plus récente, des négociants du pétrole, tel Litasco (Lukoil International Trading and Supply Company), présent à Genève depuis 2010, confirme l'importance croissante de la plateforme de négoce genevoise aux yeux des principaux acteurs du commerce international de matières premières et de produits énergétiques. « Genève, l'Eldorado des négociants » titre dans *Le Monde* Agathe Duparc, la correspondante à Genève du quotidien français.⁶⁷ « C'est un peu le phénomène du restaurant plein qui donne à tout le monde envie d'entrer », lui explique Marc Lecoanet, fondateur de Riverlake.

Les plus importants négociants en pétrole⁶⁸
par ordre décroissant de leurs effectifs, données 2012

Société	Effectifs	Fondation ⁶⁹
Total Oil Trading ^a	299	1984
Addax Petroleum ^a	251	2000
Mercuria Energy Trading ^a	225	2004
Litasco ^b	214	2000
Vitol ^a	179	1981
Gunvor ^a	130	2006
Socar Trading ^a	86	2008
Tamoil ^a	68	1991
Addax Energy ^a	60	1986
Gunvor International ^{a,b}	54	2007
Total Suisse	46	1978

Source des données: REG

Autre présence révélatrice, celle d'Addax Petroleum, inscrite au Registre du commerce genevois depuis janvier 2000 en tant que succursale d'une société domiciliée à l'île de Man. La société a enregistré en peu de temps une croissance dont la rapidité n'a pas échappé au groupe chinois Sinopec (China Petrochemical Corporation), qui en a fait l'acquisition en 2009. L'agence de presse InfoSud la décrit comme l'un des plus grands producteurs pétroliers indépendants en Afrique et au Moyen-Orient, et souligne l'importance de cette arrivée du géant chinois sur la place de négoce genevoise: « Avec cette prise de contrôle estimée à 7,8 milliards de francs, Sinopec détient désormais des permis d'exploitation pétroliers et gaziers en Afrique (Nigeria, Gabon et Cameroun). »⁷⁰

D'autres grands acteurs du négoce international sont actifs dans les secteurs du courtage de l'électricité, comme RWE Supply & Trading Switzerland⁷¹ ou Tullett Prebon⁷². RWE Supply & Trading est actif dans le négoce de l'énergie (électricité, gaz, pétrole et certificats CO₂) et compte 1'500 employés, dont environ 200 à Genève. Son siège, qui se trouve à Essen en Allemagne, dispose de la plus importante salle de marchés en Europe dédiée au secteur de l'énergie. Outre Genève, l'entreprise compte d'autres salles de marchés dans ses filiales et succursales de Londres, Swindon, Den Bosch, Singapour et New York. Etablie à Genève depuis février 2007 sous la raison sociale de Essent Trading International, la société a pris le nom de RWE Supply & Trading Switzerland en mai 2010.

⁶⁷ « Genève, l'Eldorado des négociants » in *Le Monde* daté du 24 janvier 2011.

⁶⁸ Codes NOGA: a) 467'100 Commerce de gros de combustibles et de produits annexes; b) 461'200 Intermédiaires du commerce en combustibles, métaux, minéraux et produits chimiques.

⁶⁹ Date d'immatriculation au Répertoire des entreprises du canton de Genève.

⁷⁰ « La Chine à Genève pour le pétrole africain », *InfoSud*, 22 mars 2010.

⁷¹ L'entreprise est classée au REG sous le code NOGA 461900 Intermédiaires du commerce en produits divers.

⁷² L'entreprise est classée au REG sous le code NOGA 661900 Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurances et caisses de retraite.

Tullett Prebon compte parmi les plus importants courtiers interprofessionnels (« inter-dealer brokers ») au monde. Il intervient en tant qu'intermédiaire sur les marchés financiers de gros et de l'électricité ainsi que sur les marchés de dérivés qui leur sont liés. L'entreprise, dont le siège est à Londres, est présente à Genève sous la forme d'une succursale à Meyrin, qui emploie quelques dizaines de personnes.

Il faut encore relever la présence de grands armateurs, dont le numéro deux mondial MSC, qui emploie quelque 550 personnes à Genève et enregistre lui aussi une forte progression de ses activités dans le canton (+14% en 2011⁷³). Constitué depuis 1979 sous forme de holding, le groupe a pris sa structure et sa raison sociale actuelles (MSC Mediterranean Shipping Company Holding SA) en 2004. Mentionnons encore Riverlake Shipping SA, présente à Genève depuis 1985, avec des points d'appui à Rotterdam et Lagos. Mais aussi de plus jeunes et plus récentes – donc modestes en effectifs – entreprises, telle la société Shipping Asset Management SA, active dans l'exploitation et la gestion de navires.

Plusieurs entreprises sont également actives dans le domaine du commerce des métaux précieux, telle MKS (Switzerland) SA. Genève est depuis longtemps, avec Londres et Zurich, l'un des principaux centres mondiaux du négoce de l'or physique.⁷⁴

L'essor pris à Genève par le commerce de pierres précieuses, d'œuvres d'art et autres objets de collection est sans doute lié en partie à la présence, très ancienne, d'importantes surfaces d'entreposage, obéissant au régime dit du dépôt franc sous douane, qui sont mises à disposition d'une large clientèle de transitaires et de négociants par la Société des Ports Francs et Entrepôts de Genève SA. Initialement situés à Rive et à Cornavin, ces ports francs ont été regroupés en 1965 sur plus de 100'000 m² de surface à La Praille et, depuis 1988, dans l'aérogare fret de Cointrin.

Les activités de négoce sont également inséparables des services d'inspection, de contrôle, d'analyse et de certification fournis par un acteur majeur du domaine, la SGS Société Générale de Surveillance SA, numéro un mondial de la spécialité en termes de chiffre d'affaires. Fondée en 1878, la SGS a développé un réseau mondial qui comprend à l'heure actuelle plus de 1'500 bureaux et laboratoires et emploie quelque 75'000 collaborateurs dans plus de 120 pays. A Genève, son siège social, la société occupe près de 300 personnes.

Il faut enfin mentionner l'étroite interdépendance qui lie les sociétés de négoce aux cabinets d'avocats spécialisés (droit international privé, arbitrage, etc.). Certaines de ces études occupent plusieurs dizaines de personnes. La plus grande d'entre elles, Lenz & Staehelin, emploie près de 150 personnes entre ses bureaux de Genève, Lausanne et Zurich.

⁷³ « La place de Genève au cœur du négoce ... », *ibid.*

⁷⁴ « La place de Genève au cœur du négoce ... », *ibid.*

Depuis quelques années, les sociétés de négoce sont confrontées non seulement à une concurrence internationale toujours plus féroce,⁷⁵ mais encore à des problèmes d'image, liés pour l'essentiel au manque de transparence qui caractérise leurs activités. Depuis 2011, rapports, études, interventions d'ONG et de parlementaires se sont multipliés et ont alimenté un important débat sur le sujet.⁷⁶

Le Conseil fédéral s'est récemment penché sur le problème,⁷⁷ soulignant que « l'extraction des matières premières en particulier est soumise à des défis concernant le respect des droits de l'homme, l'observation des normes sociales et environnementales et la transparence des flux financiers », et que ces défis « peuvent comporter des risques pour la réputation de certaines entreprises, voire pour celle de la Suisse » qui figure précisément comme l'une des places les plus importantes dans ce domaine, avec plus de 500 entreprises et un commerce de transit qui génère (chiffres de 2011) près de 20 milliards de francs (3,5% du PIB).

Dans le but de désamorcer d'éventuelles pressions internationales sur la Suisse, le Conseil fédéral a adopté dix-sept « recommandations d'action » qui visent notamment à « accroître la transparence des flux financiers et des flux de production dans le secteur des matières premières, à promouvoir la responsabilité sociale des entreprises (RSE) aux niveaux bilatéral et multilatéral, à aider les Etats à appliquer une bonne gouvernance ». L'un des objectifs est de « définir des standards volontaires en matière de RSE s'appliquant au commerce des matières premières pour les soumettre aux organismes internationaux compétents ». La préservation de la compétitivité demeure cependant au centre des préoccupations du Conseil fédéral, avec une première recommandation sur le « renforcement des conditions-cadres attrayantes et sûres », y compris dans le domaine de la fiscalité.

⁷⁵ En raison de taux d'imposition et de coûts liés aux réglementations plus favorables, la société Trafigura a ainsi décidé de transférer son siège de Genève à Singapour.

⁷⁶ Cf. entre autres Déclaration de Berne, « Swiss Trading SA: La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières », Lausanne, sept. 2011.

⁷⁷ Cf. « Rapport de base : matières premières... », op. cit.

L'horlogerie

Selon les données du recensement horloger 2012 publiées par la Convention patronale de l'industrie horlogère suisse, Genève est le troisième canton horloger d'après le nombre d'emplois et le quatrième d'après celui des entreprises :

en 2012	Effectifs		Maisons	
	Nombre	%	Nombre	%
Neuchâtel	15'323	27.5	174	30.9
Berne	11'184	20.0	128	22.7
Genève	9'358	16.8	69	12.2
Soleure	4'163	7.5	27	4.8
Jura	5'716	10.2	84	14.9
Vaud	5'285	9.5	35	6.2
Tessin	2'063	3.7	16	2.8
Bâle-Campagne	758	1.4	7	1.2
Valais	642	1.2	8	1.4
Schaffhouse	818	1.5	2	0.4
Fribourg	364	0.7	10	1.8
Autres	142	0.3	4	0.7

Source : Convention patronale

Cette activité est largement dominée par les principaux groupes horlogers, comme le montre le tableau suivant :

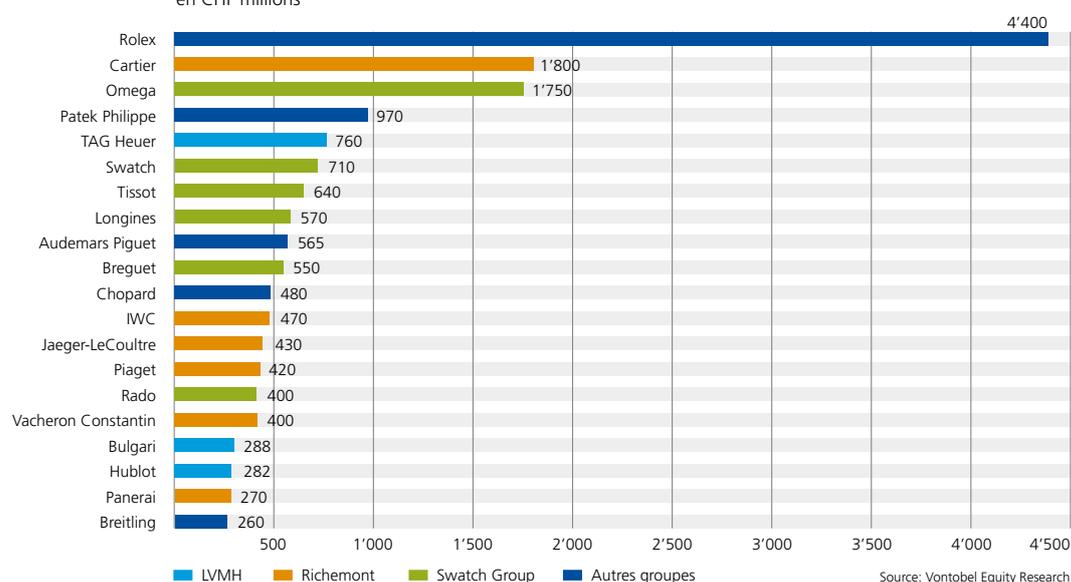
Entreprise	Effectifs
Rolex	4'023
Patek Philippe	1'294
Chopard	705
Piaget*	448
Vacheron Constantin*	333
Manufacture Stern*	298
Franck Muller	248
Manufacture Roger Dubuis	161
Fiedler	145
Boninchi	115
Montres Tudor	80
Raymond Weil	79
Montres Dewitt	74
Frédérique Constant	68
Baume & Mercier*	65
Montres Journe	53
Centror	48
Régence Production	47

* Groupe Richemont

Source des données : REG

Genève aime à se définir comme la « capitale mondiale de la haute horlogerie », en s’inscrivant dans « une industrie de niche très spécialisée ». ⁷⁸ Industrie de niche qui compte néanmoins de très grandes entreprises à l’échelle locale, à commencer par le groupe Rolex, qui s’est hissé depuis quelques années à la place de plus important employeur du secteur privé du canton et demeure de loin le premier exportateur de montres :

Les 20 premières marques horlogères suisses en 2010, selon leur chiffre d’affaires en CHF millions



Le groupe, qui ne publie pas ses résultats, est la propriété de la Fondation Hans Wilsdorf.

WILSDORF, LE VISIONNAIRE

Impossible de comprendre la réussite de cette marque, qui selon maints horlogers « a largement contribué à ouvrir les marchés du luxe dans le monde », sans plonger dans l’histoire des hommes qui l’ont animée. A commencer par Hans Wilsdorf [...]. D’origine allemande, cet entrepreneur, établi dans un premier temps à Londres, s’installe à Genève en 1919 et y fonde sa société horlogère qu’il nomme Montres Rolex SA en 1920. Visionnaire, Hans Wilsdorf [met] un bracelet à la montre, à une époque où le gousset demeure la norme. Il [est encore] le premier à associer la montre à la technologie et à la performance et non plus seulement à l’univers de la bijouterie. C’est l’invention de la Rolex Oyster en 1926, première montre-bracelet véritablement étanche à l’eau, puis de la mise au point en 1931 du système de remontage automatique à rotor Perpetual qui donnera naissance à la Rolex Oyster Perpetual.

[...]

En 1999, Montres Rolex SA a absorbé son fournisseur de bracelets en métal Gay Frères SA, une entité qui rejoint Genex SA, fabrique des boîtes Oyster, au sein d’une nouvelle entreprise : Rolex Industrie SA. En 2000, Montres Rolex SA rachète son fournisseur de cadrans, Beyeler & Cie SA, également intégré dans Rolex Industrie. En 2002, la concentration se poursuit avec la naissance de Rolex SA, qui regroupe les activités de Montres Rolex SA et Rolex Industrie SA. Enfin, en 2004, Rolex rachète la Manufacture des Montres Rolex SA, à Bienne. Le plus spectaculaire demeure le regroupement sur trois sites à Genève d’activités jusqu’alors dispersées sur dix-neuf.

L’Hebdo, 17 octobre 2012

⁷⁸ Cf. Séminaire du Grand Conseil sur l’avenir économique du canton de Genève et de sa région, novembre 2006.

Rolex est suivi de près par le groupe Richemont, dont plusieurs marques (cf. tableau ci-dessus) sont localisées à Genève. L'ensemble des marques du groupe – Jaeger-LeCoultre, Piaget, IWC, Baume & Mercier, Vacheron Constantin, Officine Panerai, A. Lange & Söhne, Roger Dubuis et Ralph Lauren – réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à 3 milliards de francs. Quant aux maisons joaillières du groupe (Cartier et Van Cleef & Arpels), leurs ventes dépassent les 5 milliards de francs.⁷⁹

Richemont projette de construire à Meyrin un « campus genevois de haute horlogerie » dédié notamment à la formation horlogère et à la recherche. Le groupe prévoit d'investir une centaine de millions de francs dans ce projet qui devrait voir le jour en 2015.

Troisième acteur majeur du secteur, la maison Patek Philippe, fondée en 1839, est la plus ancienne manufacture genevoise indépendante en mains familiales.

LA NAISSANCE DE PATEK PHILIPPE

L'entreprise fut fondée à Genève en 1839 par le Polonais Antoine Norbert de Patek (1812-1877) et l'horloger polonais François Czapek. Antoine Norbert de Patek avait fui la Pologne et était arrivé à Genève. Plus tard, Czapek céda sa place à l'ingénieur français Jean Adrien Philippe que Patek rencontra en 1844 à l'Exposition Universelle de Paris. C'est cet ingénieur qui avait inventé une montre de poche facilement remontable (par une couronne) et c'est aussi lui qui adapta le pantographe pour la fabrication de montres (au besoin de l'entreprise). En 1845 la maison Patek Czapek & Cie est dissoute ; Antoine Norbert de Patek, Jean Adrien Philippe et Vincent Gostowski fondent à Genève Patek & Cie. En 1851, les trois hommes changent la raison sociale en Patek Philippe & Cie. La marque fut reprise par la famille Stern en 1932 qui en est toujours propriétaire.

Source : Wikipedia

Créé en 1991 par cinq marques « dissidentes », le Salon International de la Haute Horlogerie (SIHH) apparaît désormais, aux côtés de Baselworld – « le plus prestigieux salon international de l'industrie de l'horlogerie et de la bijouterie » selon ses organisateurs – comme l'une des deux manifestations phares de la branche à l'échelle mondiale.

⁷⁹ En dehors de la joaillerie et de l'horlogerie, le Groupe Richemont comprend trois autres maisons : le groupe Net-a-Porter, le groupe Montblanc qui produit aussi des montres, et le groupe Mode et Accessoires. Au total, le chiffre d'affaires du groupe s'est établi à 10,15 milliards d'euros (12 milliards de francs) pour l'exercice se terminant au 31 mars 2013.

La chimie et la pharma

L'industrie chimique est, après l'horlogerie, la deuxième branche d'activité la plus importante de l'industrie genevoise. En 2008, date du dernier recensement fédéral des entreprises, elle occupait un peu plus de 3'200 personnes dans 36 établissements.

Genève est le siège de deux leaders mondiaux dans la fabrication de parfums et d'arômes, le groupe familial Firmenich et Givaudan. Fondées toutes deux en 1895, la première à Genève et la seconde à Zurich (qu'elle quittera pour Vernier en 1898), ces deux entreprises comptent depuis fort longtemps parmi les principaux employeurs privés du canton et occupent respectivement quelque 1'900 et 900 personnes, sur un effectif total de 6'000 et 9'000 personnes employées dans le monde. Givaudan a appartenu un temps au groupe Roche (1963-2000) avant que celui-ci, après l'avoir regroupée avec le français Roure, ne s'en sépare et l'introduise en Bourse.

Le marché mondial des arômes et des parfums

Estimations pour 2012, parts de marché en % et chiffre d'affaires en mios US\$

Givaudan (CH)	20.3	4'649
Firmenich (CH)	13.2	3'025
IFF (USA)	12.3	2'821
Symrise (D)	10	2'287
Takasago (J)	6	1'374
Mane (F)	3.7	842
Sensient (USA)	3.2	725
Frutarom (IL)	2.7	618
Robertet (F)	2.3	522
T. Hasegawa (J)	2.2	513
Autres	24.1	5'524

Source : Leffingwell & Associates

Répertoriée comme fabricant d'huiles essentielles, Tradall SA est le « centre aromatique mondial » du groupe Bacardi-Martini. Dans ses laboratoires de Meyrin, l'entreprise procède au contrôle des arômes, huiles essentielles, herbes aromatiques et extraits de plantes entrant dans la composition de ses spiritueux.⁸⁰

Relevons encore l'installation récente à Versoix d'une filiale du parfumeur américain Coty, dont la *Tribune de Genève* rappelle que la présence à Genève n'est pas nouvelle, puisque cette société est inscrite au Registre du commerce depuis 1988. Plutôt modeste jusqu'alors, elle ne comptait qu'une soixantaine d'employés en 2011 ; depuis, elle s'est rapidement développée.⁸¹

En 1997, Coty Geneva SA Versoix a repris actifs et passifs de la société zougnoise Elizabeth Arden GmbH, que l'on retrouve en 2009 dans les mains de Elizabeth Arden International Sàrl, cinquième société de la branche du point de vue de ses effectifs, installée à Cointrin depuis 2001.

⁸⁰ Cf. <http://www.unige.ch/ufa/chimie/formateurs/bacardi.html>.

⁸¹ « Coty, le plus grand parfumeur du monde, s'installe à Versoix.[...] L'entité appartient à 100% à la famille Reimann, l'une des plus riches familles d'Allemagne, qui possède également les marques de luxe Bally et Jimmy Choo ainsi que des participations dans Calgon, Clearasil et Kukident » (*Tribune de Genève*, 1^{er} février 2012).

Les plus grandes entreprises de l'industrie chimique genevoise
d'après les effectifs

Firmenich	1'906
Givaudan Suisse	894
Tradall	139
Coty	122
Elizabeth Arden	121
Mavala ⁸²	79
Neste Oil	40
Pancosma	29
Ideal Chimic	20
Laboratoire Sintyl	14
Achemis	12
Paul Scerri	12
Louis Tempia	11

Source des données: REG

A l'heure actuelle, le plus important représentant de l'industrie chimique, au sens large du terme,⁸³ dans le canton est DuPont de Nemours, l'une des plus anciennes multinationales à avoir choisi Genève, puisqu'elle y est implantée depuis 1959. Le groupe est aujourd'hui déployé sur deux sites, un centre de recherche à Meyrin (200 salariés) et son siège pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique au Grand-Saconnex, qui emploie 500 personnes.

L'industrie pharmaceutique genevoise est surtout connue par la présence depuis 1959, à Vernier, de Eli Lilly, qui compte parmi les 10 plus grandes entreprises pharmaceutiques établies en Suisse. Le groupe y occupe aujourd'hui quelque 180 personnes. Au recensement de 2008, la branche comptait un peu plus de 500 emplois dans 21 établissements.

OM Pharma, très ancienne entreprise pharmaceutique (inscrite au Registre du commerce depuis 1937), productrice de diverses spécialités biotechnologiques et pharmaceutiques, notamment dans le domaine de l'immunologie, a changé plusieurs fois de statut ces dernières années, pour finalement entrer en 2009 dans le giron du groupe Galenica, et y former un secteur d'activité désormais nommé Vifor Pharma. OM Pharma occupe plus d'une centaine de personnes dans ses locaux de Meyrin.

Sanofi-Aventis, inscrit au Registre du commerce pour la première fois en 1958, est présent à Vernier avec une filiale occupant une centaine de personnes. Il y a quelques années, le groupe comptait parmi les cinq premières entreprises suisses de la branche, avec un effectif total de 270 personnes.

⁸² Société de cosmétiques créée en 1958 et spécialisée dans les produits de soins pour les mains.

⁸³ En réalité, la nomenclature NOGA 2008 ne place pas l'entreprise dans l'industrie chimique pour ce qui est de son activité principale, mais, à ce dernier titre, dans le « commerce de gros de produits chimiques ».

Les « nouvelles pousses »

Il se crée, bon an mal an, à peu près un millier d'entreprises à Genève, sur les quelque 12'000 nouvellement créées chaque année en Suisse, soit sensiblement plus que le poids économique et démographique du canton. En outre, cette dynamique s'est accélérée au cours de la dernière décennie comme le montrent le tableau ci-dessous et le graphique de la page 39.

	2001	2004	2007	2010	Progression 2001-2010
NOUVELLES ENTREPRISES					
Secteur secondaire	130	155	181	192	62
Industrie	46	53	68	51	5
Construction	84	102	113	141	57
Secteur tertiaire	685	808	760	991	306
Santé et action sociale	6	18	14	46	40
Enseignement	8	10	10	26	18
Arts et activités récréatives	10	12	14	27	17
Activités financières et d'assurances	47	86	103	113	66
Transport et entreposage	30	27	26	68	38
Activités immobilières et de services	73	87	97	127	54
Autres activités de services	24	36	21	39	15
Activités spécialisées et scientifiques	169	216	192	250	81
Commerce et réparations	187	213	177	198	11
Information et communication	103	73	86	85	-18
Hébergement et restauration	28	30	20	12	-16
Total	815	963	941	1'183	368

EMPLOIS CRÉÉS					
Secteur secondaire	259	343	353	401	142
Industrie	88	134	144	102	14
Construction	171	209	209	299	128
Secteur tertiaire	1'483	1'752	1'508	1'975	492
Santé et action sociale	28	62	76	124	96
Enseignement	12	30	15	53	41
Arts et activités récréatives	13	25	27	49	36
Activités financières et d'assurances	127	182	204	276	149
Activités immobilières et de services	141	213	171	245	104
Activités spécialisées et scientifiques	329	412	317	523	194
Autres activités de services	49	96	31	72	23
Transport et entreposage	74	60	54	108	34
Commerce et réparations	379	400	382	338	-41
Information et communication	230	153	167	145	-85
Hébergement et restauration	101	119	64	42	-59
Total	1'742	2'095	1'861	2'376	634

Sources : OCSTAT, Office fédéral de la statistique

L'essentiel de ces nouvelles entreprises et des emplois qu'elles créent concerne, comme on peut s'y attendre, le secteur tertiaire. Plus étonnante est la progression du nombre d'entreprises et d'emplois dans les activités spécialisées et scientifiques, qui enregistrent une croissance plus forte que celle, habituelle, des activités financières et immobilières.

Souvent issues de ces « incubateurs » que sont le CERN,⁸⁴ les Facultés des sciences et de médecine ou encore l'EPFL, les nouvelles entreprises qui naissent ainsi à Genève ont certes, comme partout, une espérance de vie fragile et présentent un taux de mortalité assez élevé, comparé à celui caractérisant les autres domaines d'activité, comme le révèle le tableau ci-dessous :

Démographie des entreprises dans le canton de Genève

Taux de survie, en 2008, des entreprises créées en 2003, selon l'activité économique

	Taux en%
Commerce et réparations (177)	45.8
Activités spécialisées et scientifiques (212)	46.2
Activités immobilières et de services (63)	47.6
Enseignement (10)	50.0
Secteur tertiaire (710)	50.8
Industrie (39)	51.3
Information et communication (76)	51.3
Arts et activités récréatives (13)	53.8
Hébergement et restauration (25)	56.0
Secteur secondaire (115)	58.3
Construction (76)	61.8
Activités financières et assurances (75)	62.7
Transport et entreposage (27)	63.0
Santé et action sociale (9)	66.7
Autres activités de services (23)	73.9
Total (825)	51.9

Source : OFS, Démographie des entreprises

Mais il est remarquable que le taux de survie des entreprises est en général plus élevé à Genève que dans le reste de la Suisse y compris les grands centres de Zurich ou Bâle par exemple :

Taux de survie des nouvelles entreprises

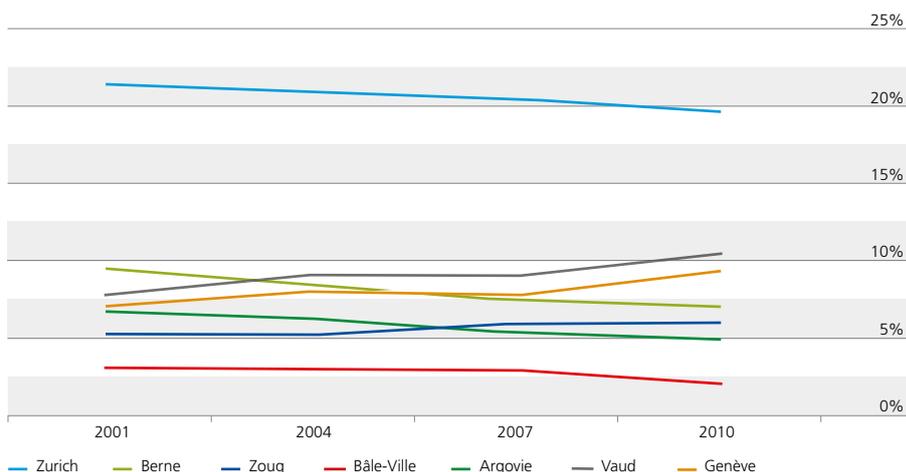
En%, situation en 2008

	Taux de survie (en%) après				
	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
TOTAL	80.7	69.8	65.8	60.6	50.0
Berne	81.7	72.9	69.6	66.3	55.3
Genève	82.9	74.4	64.1	61.4	51.8
Lucerne	79.9	70.8	66.8	60.1	50.5
Zurich	80.4	69.6	65.3	60.7	50.0
Argovie	77.9	68.3	67.7	58.3	50.0
St. Gall	81.1	72.8	65.8	61.0	48.7
Bâle-Ville	79.4	66.5	61.4	57.9	48.3
Vaud	83.8	69.5	64.6	62.6	48.1
Zoug	74.7	62.4	59.7	52.0	42.2

Source : OFS, Démographie des entreprises

⁸⁴ Un exemple récent est la création, en 2011, de l'entreprise Mobino par un ancien collègue de Tim Berners-Lee, à l'origine du web.

Création de nouvelles entreprises dans quelques cantons
(part du total suisse en%)



Source des données: OFS, Démographie des entreprises

Les « biotechs »

Il est difficile d'appréhender la démographie des entreprises qui naissent dans les domaines de pointe (en particulier dans les biotechnologies), tant la nature de leurs activités tend à s'écarter des classifications statistiques existantes. Par ailleurs, ces « jeunes pousses » évoluent souvent à la frontière qui sépare – ou relie – les recherches menées dans les instituts universitaires et leurs retombées entrepreneuriales. D'autres appartiennent à des groupes internationaux qui ont choisi Genève comme centre de coordination ou de liaison avec des organismes œuvrant dans des domaines tels que la politique de santé ou la politique environnementale.⁸⁵ On peut néanmoins citer quelques créations plus ou moins récentes, et souvent prometteuses, de telles entreprises.

Les plus grandes « biotechs » genevoises d'après leurs effectifs

Covance*	396
Bracco	77
Fondation pour recherches médicales	61
Addex Pharma	52
PregLem	21
Triskel	11
Atheris	10

* Effectifs actuels: 550 selon le groupe (cf. *Le Temps* du 13 juillet 2013)

Source des données: REG

⁸⁵ Tel le japonais Otsuka, installé à Genève depuis 2011, qui a pour but « la reconnaissance, l'adoption et l'utilisation de médicaments éthiques et autres traitements et diagnostics en relation à des maladies infectieuses, notamment la tuberculose ».

Covance, laboratoire d'analyses et de recherches médicales, est une « spin off » du verrier américain Corning formée en 1997. La société est aujourd'hui un groupe présent dans une soixantaine de pays, occupant quelque 11'000 salariés. Sa filiale genevoise, établie à Meyrin depuis 1992, et opérant sous sa raison sociale actuelle depuis 2009, est, depuis la disparition de Merck Serono, le plus important employeur de la branche de la recherche médicale, avec quelque 400 employés.

Le groupe italien Bracco dispose à Genève, depuis 1989, d'un centre de recherche faisant partie de sa division Bracco Imaging. Le groupe, actif dans la parapharmacie, est fortement engagé dans le domaine de la recherche et du développement d'agents de contraste innovants pour l'imagerie médicale. La filiale genevoise a intégré en 1998 un nouveau bâtiment situé à Plan-les-Ouates.

La Fondation pour recherches médicales, inscrite au Registre du commerce depuis 1970, compte aujourd'hui une soixantaine de collaborateurs. Troisième employeur par ordre d'importance dans le domaine de la recherche médicale (ses statuts précisent « pour l'étude en particulier des maladies de la nutrition et les maladies métaboliques »), la fondation est un bon exemple de lien entre la recherche scientifique et les activités de la Faculté de médecine de l'Université de Genève.

Addex Pharma, fondée à Genève en 2002 par un groupe de chercheurs issus de Roche et de GlaxoSmithKline, a dû se restructurer récemment pour concentrer son activité sur la recherche portant sur des maladies rares. La société ne compte plus à l'heure actuelle qu'une vingtaine d'employés à plein temps, alors qu'elle en occupait une soixantaine jusqu'en 2011.

PregLem, spécialisée dans le développement et la commercialisation de produits contre l'infertilité féminine, a été reprise en 2010 par le groupe hongrois Gedeon Richter. La société avait été fondée en 2006 conjointement par un spécialiste de la médecine de reproduction et un directeur financier issu de l'industrie pharmaceutique.

Triskel, fondée à Genève en 1996, est une société spécialisée dans la définition et la mise en place des stratégies nécessaires au développement et à l'enregistrement de médicaments. Son fondateur, l'ingénieur et docteur en médecine Jean-Yves Le Cotonnec, est également membre du Conseil scientifique de la fondation de droit public Ecllosion.

Fondés en 1995, les laboratoires Atheris, spécialisés dans la spectrométrie de masse et la bioinformatique portant principalement sur les peptides, protéines et autres venins, ont la particularité d'être exploités en raison individuelle, et portent de ce fait le nom de leur fondateur (Atheris Laboratories, D^r Reto Stöcklin).

Ne figurant pas dans ce classement, car répertoriée dans une autre catégorie,⁸⁶ Anteis, qui fabrique et commercialise des produits injectables à base d'acide hyaluronique utilisés en ophtalmologie, en orthopédie et en dermatologie esthétique, mérite d'être mentionnée ici. Fondée en 2003, la société occupe aujourd'hui quelque 150 personnes à Plan-les-Ouates.

⁸⁶ Répertoriée sous la rubrique NOGA « Commerce de gros de produits pharmaceutiques », avec pour activité principale la fabrication et la commercialisation de produits biomédicaux.

Moins importantes du point de vue de leurs effectifs, mais tout aussi remarquables par leur type d'activité, les entreprises suivantes méritent également d'être mentionnées :

- Selexis, « spin out » de l'Université de Lausanne, spécialisée dans la recherche et le développement de lignes de cellules souches,
- Novimmune (anciennement MediGen), fondée par le professeur Bernard Mach, développant des produits issus de la recherche biomédicale,
- Fasteris, à l'origine des techniques de séquençage à haut débit de l'ADN déployées par l'entreprise californienne Illumina.⁸⁷
- United Biosource (filiale d'une société américaine faisant partie du groupe Express Scripts de St. Louis), active dans la validation de la sécurité et de l'efficacité des produits pharmaceutiques et médicaux.

UN LOGICIEL LIBRE POUR L'IMAGERIE MÉDICALE

La Fondation OsiriX mérite une mention particulière. Créée en 2008, comptant dans son conseil plusieurs personnalités connues du monde scientifique lémanique, elle s'est fait internationalement connaître par le développement, par le D^r Antoine Rosset (aujourd'hui radiologue à l'Hôpital de La Tour) et l'informaticien Joris Heuberger, soutenus d'emblée par le professeur Osman Ratib, chef du service Médecine nucléaire et imagerie moléculaire aux HUG, d'un logiciel libre d'imagerie médicale tournant sur Mac OS.⁸⁸ Initialement développé en Californie par le D^r Rosset, ce logiciel est largement répandu dans le monde médical et hospitalier. A Genève, il est notamment utilisé par l'unité d'imagerie numérique des HUG et l'Institut d'Imagerie Médicale IIM. En 2005, OsiriX a été couronné de deux des prestigieux Apple Design Awards : *Best Use of Open Source* et *Best Mac OS X Scientific Computing Solution*.

Plusieurs de ces entreprises sont regroupées à Plan-les-Ouates, dans l'un ou l'autre des immeubles formant le Centre de technologies nouvelles, devenu de ce fait, comme le souhaitait Jean-Pierre Etter, son fondateur, une sorte de mini « biotech valley » genevoise.

Les nouvelles techniques de gestion financière

Généralement regroupés sous le concept de gestion alternative – par opposition aux modes classiques de gestion financière –, les *hedge funds*, ou fonds d'arbitrage, ont connu un développement extraordinaire depuis la fin des années 90. Principalement basés à Londres, ils sont, depuis quelques années, nombreux à venir s'installer en Suisse et plus particulièrement à Genève, comme le relevait déjà une étude précédente.⁸⁹ Un spécialiste américain de l'industrie des *hedge funds* estimait récemment que la Suisse compte le plus grand nombre de *hedge funds* après les Etats-Unis.⁹⁰ Parmi les plus importants d'entre eux, on peut citer Brevan Howard Investment, Jabre Capital Partners ou encore BlueCrest Capital Management.

⁸⁷ http://www.fasteris.com/pdf/2007-05-01_le_temps.pdf.

⁸⁸ Cf. en particulier <http://www.osirix-viewer.com/UserManualIntroduction.pdf>.

⁸⁹ CCI, OCSTAT et BCGE, Genève, ville mondiale : mythe ou réalité ? Octobre 2010. Voir aussi ZHAW, Hedge Fund Survey, septembre 2012.

⁹⁰ « Switzerland is the world's second largest market for funds of hedge funds, after the US, with most assets invested in offshore hedge funds. There are nearly 256 registered and supervised hedge funds in Switzerland approved for public distribution (up from 39 in 2001), with total assets of around US\$9.4 billion in 2005 (compared with US\$273.8 billion invested in all registered Swiss funds). Almost all these funds are structured as funds of hedge funds. » (<http://richard-wilson.blogspot.ch/>).

Informatique bancaire

L'essor des marchés financiers et la complexification croissante des activités bancaires de toute nature, du « front- » au « back-office », ont peu à peu conduit la plupart des établissements bancaires à renoncer, pour des raisons de coût, à procéder à des développements informatiques internes pour se tourner vers des solutions du marché, donnant ainsi naissance à une véritable industrie des logiciels, dont Genève a été l'un des principaux « incubateurs ».

Une étude conduite en 2004 par le Laboratoire d'économie appliquée (LEA) de l'Université de Genève sur mandat du cabinet de conseil Unicore soulignait l'importance prise par les activités de conseil et d'édition de progiciels bancaires dans la région genevoise. La crise financière de 2007-2008 et l'évolution défavorable des marchés qui s'en est suivie a cependant contraint la plupart des banques à redimensionner leurs projets informatiques ou à en reporter l'exécution à des jours meilleurs, si bien que bon nombre d'éditeurs de solutions bancaires et de sociétés spécialisées dans la distribution ou l'intégration de produits informatiques à usage bancaire ont soit disparu, déménagé ou été absorbés par des groupes plus importants. Le résultat de cette évolution ressort de manière particulièrement frappante du tableau ci-dessous, qui inclut les 20 plus grandes entreprises informatiques recensées dans le canton en 2003, respectivement 2013 (les entreprises actives à Genève partiellement ou totalement dans l'informatique bancaire sont indiquées par un *).

Les plus grandes entreprises informatiques du canton
(par ordre d'importance décroissant de leurs effectifs)

En 2003	Effectifs	En 2013	Effectifs
Data Conversion Service	229	blue-infinity	211
ERI bancaire*	205	ERI bancaire*	193
Cambridge Technology	120	Cross Systems*	152
Oracle Software*	106	CeRFi*	120
Thales Information Systems*	102	Oracle Software*	106
Unilog USR	97	AIM Services*	101
Darest Informatic	81	Business & Decision	94
Innovatica	71	Teamwork Management*	92
Cross Systems*	66	Altran AG	90
CSC Computer Sciences	66	ILEM	86
Temenos*	63	RSD*	83
Sun Microsystems*	60	QIM Info*	82
Cap Gemini Ernst & Young	53	Sterci*	77
ADP*	51	EA Swiss	76
Sungard InvestmentSystems*	49	ST-Ericsson AT	72
RSD*	44	SunGard*	68
Solog*	39	Solog*	66
Gespower New Technologies	35	SunGard Global Trading*	60
Unicable*	31	ITSS	56
ISB	30	Amaris Consulting*	54

Source des données: REG

Bioinformatique

Plusieurs groupes de recherche rattachés à l'Université de Genève font partie de l'Institut suisse de bioinformatique (SIB). Cette fondation académique, créée en 1998 par cinq chercheurs en bioinformatique, dont son actuel directeur le professeur Ron Apel de l'Université de Genève, et dont l'administration centrale est située à l'UNIL, fédère une quarantaine de groupes de recherche des principales universités et hautes écoles de Suisse.

Parallèlement à la fondation du SIB, Ron Apel et deux de ses collègues ont créé, sous la raison sociale de Geneva Bioinformatics (GeneBio), une société commercialisant des solutions logicielles d'identification de diverses molécules et protéines à partir de la base de données Swiss-Prot. La société occupe actuellement une vingtaine de personnes. En 2005, elle a ouvert une filiale à Tokyo.

De nouvelles industries entre physique et horlogerie

La Genève industrielle d'aujourd'hui compte toujours quelques importants fabricants d'appareillages électriques tels que ABB Sécheron, LEM ou des entreprises de tradition devenues filiales de groupes étrangers (Parker, Fluid Automation Systems) ainsi que bon nombre de petites et moyennes entreprises spécialisées dans la conception et l'usinage d'instruments de précision. Parmi les fabricants de pièces destinées à l'horlogerie, à l'industrie automobile ou encore à l'aéronautique, qui sont souvent aussi sous-traitants de groupes industriels étrangers, on citera notamment Jean Gallay, Meca-Test et plus récemment AMC Technologies.

Dans la foulée des recherches en science pour les unes,⁹¹ en sous-traitance de l'horlogerie pour les autres, de nombreuses entreprises sont apparues ou ont connu un nouvel essor au cours des dernières années dans des domaines aussi variés que les nanotechnologies ou l'optoélectronique. Ces entreprises, souvent épaulées par la Fondation Genevoise pour l'Innovation Industrielle (FONGIT) ou bénéficiant de l'appui promotionnel de l'Office de Promotion des Industries et des Technologies (OPI), sont pour la plupart également membres de l'Union Industrielle Genevoise (UIG), dont la devise est tout un programme: « La mécatronique en marche ».⁹²

⁹¹ On peut mentionner par exemple, s'agissant d'une retombée particulièrement spectaculaire des recherches menées à l'Université, la société ID Quantique, fondée en 2001 par quatre chercheurs du Groupe de physique appliquée du professeur Nicolas Gisin. Cette société développe des matériels de chiffrement permettant de sécuriser les réseaux de données à haute vitesse au moyen notamment de la cryptographie quantique. Les équipements développés par ID Quantique ont déjà servi à sécuriser le réseau utilisé par le Canton de Genève pour le dépouillement des élections.

⁹² L'UIG est issue en 1991 du regroupement de l'Union des industriels en métallurgie du canton de Genève (UIM), fondée en 1906, et de l'Union des petites industries de la métallurgie et branches annexes du canton de Genève (UPIIM). L'association compte aujourd'hui un peu plus de 70 membres.

Genève est une petite « ville mondiale »⁹³ qui doit à la fois affronter une concurrence internationale de plus en plus vive et résoudre des problèmes locaux pour maintenir son attractivité. De plus, sa mondialité est multiforme, composée à la fois d'organisations internationales, gouvernementales ou non, de missions diplomatiques et d'entreprises multinationales qui ont constitué, au cours des dernières décennies, un des principaux vecteurs de la croissance économique de Genève et de sa région. Pourtant, des voix s'élèvent pour affirmer que cette croissance met le canton face à un risque de saturation qui se manifesterait déjà aujourd'hui par des problèmes de circulation et une pénurie de logements.

Genève comme ville internationale

Derrière l'expression « Genève internationale » se dresse une réalité protéiforme. Les chiffres et les études existantes peinent pourtant à saisir les caractéristiques de ce secteur international et notamment la composition socio-économique des personnes qui y travaillent, leur origine ou leur durée de séjour. Ils ne disent rien non plus sur la manière dont ses différentes composantes (organisations internationales, organisations non gouvernementales, missions diplomatiques et entreprises multinationales) interagissent et encore moins comment elles s'intègrent dans le tissu socio-économique genevois.

Les premiers résultats de l'enquête menée dans le cadre du mandat attribué par la Fondation pour Genève aux Universités de Genève et Lausanne, ainsi qu'à l'EPFL et à l'HEID éclairent d'un jour nouveau ces différentes questions. Cette analyse⁹⁴ montre en particulier que, pour les organisations internationales (OI), les deux facteurs les plus importants de l'attractivité de Genève sont, d'une part, la présence d'organisations et de sociétés qui jouent un rôle central pour leurs activités et, d'autre part, le système des privilèges, immunités et autres facilités qui leur sont octroyés par la Suisse. Un troisième élément fréquemment cité est lié à la qualité de vie dont bénéficient les employés de ces organisations. Les responsables des organisations non gouvernementales (ONG) évoquent les mêmes facteurs en y ajoutant encore la position géographique et la réputation de Genève.

En ce qui concerne les relations qui existent entre toutes ces organisations, il est intéressant de relever qu'une forte majorité des OI et des ONG admettent avoir des interactions fréquentes avec d'autres organisations basées à Genève, ce qui tendrait à démontrer l'existence d'un effet d'agglomération. Il constitue à la fois un atout pour le canton et sa région, comme facteur d'attraction, mais il représente aussi une source de fragilité si certaines d'entre elles, notamment les plus importantes, décidaient de quitter Genève ou de délocaliser une partie de leurs activités dans une autre ville. En revanche, l'effet d'agglomération ne semble pas se manifester entre les organisations internationales, gouvernementales ou non, et le secteur public qui semblent nourrir moins de contacts.

Finalement, on relèvera que les ONG indiquent qu'aucune autre ville n'aurait pu entrer en considération pour l'installation de leurs bureaux. La seule ville qui pourrait constituer, de leur point de vue, une alternative à leur installation dans le canton serait New York, les métropoles telles que Bruxelles ou Vienne n'étant que très rarement mentionnées. Une preuve de plus, s'il en fallait, que Genève et sa région ont toutes les cartes en mains pour conserver cette place privilégiée de petite ville au centre du monde.

⁹³ Cf. « Genève, une petite ville mondiale, mais fragile », *Le Temps*, 23 novembre 2012.

⁹⁴ Cf. FONDATION POUR GENÈVE, *L'impact du secteur international sur Genève et la région lémanique*, Les Cahiers de l'Observatoire n° 1, mars 2013.

L'impact économique des multinationales étrangères

Selon les données du dernier Recensement fédéral des entreprises disponible, les 931 multinationales,⁹⁵ suisses (177) ou étrangères (754), représentent 76'177 emplois (dont 46'096 pour les seules multinationales étrangères) ce qui équivaut à 27,8% du total genevois. L'essentiel des postes de travail recensés auprès des entreprises multinationales se trouve concentré dans les activités financières et les assurances (22,5%) et le commerce de gros (21%) ainsi que les activités scientifiques et techniques (17,2%). Les multinationales suisses sont quant à elles plus focalisées sur les activités secondaires et notamment la chimie.

Selon l'estimation effectuée dans le cadre du mandat de la Fondation pour Genève, la valeur ajoutée des multinationales suisses et étrangères représente 38,4% de la valeur ajoutée cantonale. Cette part dépasse même les 50% dans le secteur de la finance et des assurances avec 76,7% de la valeur ajoutée réalisée par ce domaine d'activité à Genève.

A elles seules, les multinationales étrangères créent directement 22% de la valeur ajoutée de l'économie genevoise, ce qui représente un montant total de 8,6 milliards dont 90,5% provient du secteur tertiaire et, plus particulièrement, des activités financières et des assurances (41,5%) mais aussi des activités de commerce (26,1%).

Si l'on rapporte cette valeur ajoutée au nombre d'emplois en équivalents plein-temps, on obtient une estimation de la productivité moyenne des personnes occupées. Cette analyse met en évidence une valeur nettement plus élevée à Genève (167'119 francs par emploi à plein temps) que dans le reste de la Suisse (142'446 francs). Surtout, elle démontre que les entreprises multinationales, suisses et étrangères, contribuent fortement à cette différence entre l'économie cantonale et le reste du pays avec une valeur ajoutée par équivalent plein temps qui dépasse les 200'000 francs (218'148 francs pour être précis). Cette moyenne est tirée vers le haut par les multinationales suisses (245'511 francs) qui surpassent en l'occurrence les multinationales étrangères (soit 200'674 francs).

Finalement, en ce qui concerne la masse salariale distribuée par les multinationales étrangères, elle s'élève à 5,5 milliards, ce qui équivaut à 24% du total genevois. Cette part est plus élevée que l'apport de ces entreprises à la valeur ajoutée cantonale, ce qui démontre que ces entreprises versent des salaires élevés en comparaison des autres branches. Cela prouve aussi que la part de la rémunération du travail y est proportionnellement plus élevée que dans le reste de l'économie cantonale. Finalement, ce résultat met en évidence que les personnes employées dans ce secteur multinational ont une productivité et des salaires supérieurs à la moyenne.

Selon les estimations effectuées dans le cadre de l'étude de la Fondation pour Genève, le montant des impôts prélevés sur les multinationales étrangères atteint 430 millions de francs, ce qui représente 26% du total des impôts payés par les sociétés de capitaux et coopératives. Selon ces mêmes évaluations, les personnes travaillant dans les multinationales étrangères ont versé au total 928 millions de francs au titre des impôts cantonaux et communaux sur le revenu et de l'IFD, soit environ 27% du total de l'impôt sur le revenu perçu par l'Etat.

⁹⁵ Sociétés ou groupes de sociétés qui possèdent des filiales qu'elles contrôlent complètement ou en partie, dans plusieurs pays (trois au moins). Sont considérées comme suisses les multinationales qui ont leur siège dans notre pays. Cf. OCSTAT, Coup d'œil n° 47, janvier 2011.

Le personnel employé

La nature du personnel employé par les entreprises multinationales a généré beaucoup de spéculations. Seule l'analyse effectuée pour la Fondation pour Genève permet d'éclairer quelque peu ce sujet. Pour ce faire, les données de l'Enquête suisse sur la structure des salaires pour l'année 2010 ont été utilisées. Grâce au concours de l'OCSTAT, il a été possible de distinguer, parmi toutes les personnes couvertes par l'enquête, celles qui sont employées dans une entreprise multinationale, suisse ou étrangère, des autres personnes occupées dans les entreprises « locales ».

Cette analyse a permis de démontrer que les employés suisses représentent 43,6% du personnel des multinationales suisses et étrangères confondues contre 42,1% pour le reste de l'économie genevoise. Si l'on regroupe Suisses et permis C, ces proportions atteignent respectivement 60,2% pour les entreprises « locales » et 58,6% pour les multinationales. Quoi qu'il en soit, ces premières observations battent en brèche une idée reçue concernant le personnel employé par les multinationales, souvent perçues comme des employeurs engageant une forte majorité d'étrangers.

Une proportion importante des personnes employées dans les entreprises multinationales, suisses et étrangères, occupe une position de cadre supérieur ou moyen (20,4% de tout le personnel, alors que ce pourcentage n'est que de 15% parmi les entreprises dites locales). Pour les postes à responsabilité, les multinationales font plus souvent appel à du personnel étranger récemment établi.

En termes de niveau de formation et de niveau d'exigence du poste, les employés suisses travaillant dans les multinationales ou dans les autres entreprises, non multinationales, ont un profil similaire. En revanche, les employés étrangers des multinationales sont mieux formés que les employés étrangers travaillant dans le reste de l'économie. Ainsi plus de 60% des étrangers des multinationales sont détenteurs d'une formation supérieure (université ou HES) contre 20% dans le reste de l'économie. Ce résultat confirme la pénurie de personnel qualifié dont souffre l'économie genevoise, tout comme le reste de la Suisse, ce qui contraint nombre d'entreprises, notamment les multinationales, à recruter leur personnel à l'étranger.

Différences salariales

De manière générale, on constate que les salaires moyens offerts par les entreprises multinationales dépassent nettement ceux des autres employeurs. Cette différence ne fait que confirmer ce qui avait été déjà observé précédemment, à savoir que la productivité moyenne des employés des multinationales est supérieure à celle des autres personnes actives à Genève. Elle traduit aussi le fait que ces sociétés emploient des personnes hautement qualifiées.

L'observation la plus intéressante est pourtant liée à l'analyse des politiques salariales pratiquées par les entreprises, multinationales ou non. Celle-ci a permis de démontrer qu'un employé d'une multinationale, suisse ou étrangère, ayant un profil similaire (en termes notamment de formation, d'expérience, de position hiérarchique, de domaine d'activité, etc.) à celui d'un employé travaillant dans une entreprise « locale » gagnera en moyenne 14,3% de plus. Cela prouve que les multinationales ont une politique salariale plus généreuse. Elle compense sans doute, dans nombre de cas, les coûts liés à l'expatriation d'une partie de leur personnel.

Une analyse plus détaillée de cette différence de traitement permet de constater que les entreprises multinationales, suisses et étrangères, ont tendance à rémunérer davantage les employés hautement qualifiés. Cette tendance à valoriser les formations davantage que ne le font les entreprises locales confirme une nouvelle fois la pénurie de personnel qualifié évoquée précédemment.⁹⁶

Ces résultats tendent à infirmer bien des idées reçues. En particulier, contrairement à ce qui est souvent écrit, la composition du personnel employé par les multinationales ne diffère guère de celle des autres entreprises. Il s'avère également que la pénurie de personnel qualifié dont souffre l'économie genevoise contraint nombre d'entreprises, notamment les multinationales, à recruter leur personnel à l'étranger. Cette situation explique aussi pourquoi ces entreprises valorisent fortement le niveau de formation du personnel qui obtient, toutes choses égales par ailleurs, des rémunérations plus élevées que les employés des entreprises « locales ».

Caractéristiques du personnel employé dans le secteur international

Les personnes travaillant dans les entreprises multinationales, vivant à Genève ou dans sa région, sont en grande majorité des ressortissants de l'Union européenne ou des Suisses. Ils travaillent dans le canton de Genève depuis 12,6 ans en moyenne (11 ans pour les employés des OI) et une grande partie d'entre eux parlent français, proportion qui est d'ailleurs plus importante parmi les sociétés multinationales qu'elle ne l'est parmi les employés des OI.

Ces résultats tendent à battre en brèche une autre idée reçue selon laquelle les employés des entreprises multinationales ou des organisations internationales seraient, pour la plupart, des personnes qui séjournent très peu de temps dans la région et qui, dès lors, ne cherchent pas nécessairement à s'y insérer. Ces observations ne confirment en tous les cas pas l'image souvent véhiculée d'une population déconnectée du reste de la cité et d'une segmentation entre la Genève internationale et sa région d'accueil.

Logement

A l'instar de la population genevoise, les personnels des entreprises multinationales ou des OI déclarent que le logement figure en tête des problèmes qu'ils ont rencontrés au moment de s'installer à Genève, même si dans l'ensemble ils se déclarent très souvent satisfaits des conditions de logement, que ce soit au niveau de la taille, de la situation géographique ou de la distance qui les sépare de leur lieu de travail.

En revanche, la communauté internationale se déclare insatisfaite en ce qui concerne la facilité à trouver un logement et le niveau des loyers. Sur ces deux sujets, le pourcentage de personnes qui se déclarent « pas du tout satisfaites » est particulièrement élevé, surtout pour les personnes résidant sur le territoire du canton de Genève. Ces deux facteurs constituent manifestement des éléments qui péjorent l'attractivité du canton.

⁹⁶ A moins qu'elle ne l'engendre : il se pourrait en effet que le niveau élevé des salaires versés par les entreprises multinationales à leurs employés hautement qualifiés contribue à assécher le marché pour ces catégories de personnel.

Compte tenu du fait que le marché du logement genevois est saturé, avec un taux de vacance qui est, actuellement, le plus bas de Suisse (0.36%), largement en dessous du taux de 2% considéré par la législation genevoise comme étant le seuil de pénurie, il en résulte que la population internationale travaillant à Genève est souvent poussée à se loger en dehors du canton (plus de 50% d'entre elle). Ce pourcentage dépasse largement celui de la population active à Genève (frontaliers et pendulaires) qui réside hors des frontières du canton (37%). Cela s'explique, en premier lieu, par le lieu de travail des internationaux qui se trouve concentré, pour bonne partie d'entre eux, notamment pour les employés des organisations internationales, sur la rive droite du lac, là où les logements de plus grande taille, prisés par cette population, se trouvent fréquemment hors de nos frontières. La deuxième raison est liée au loyer de ces logements qui constitue, pour les internationaux aussi, un facteur qui les incite à se loger dans la périphérie du Grand Genève.

L'aspect souvent évoqué lorsqu'il est question des entreprises et organisations internationales, concerne le poids que cette population ferait peser sur le marché du logement genevois. C'est manifestement une autre idée reçue, liée sans doute au pourcentage des emplois localisés dans le secteur international (plus de 22%). Or, compte tenu du fait qu'une proportion non négligeable de ces personnes choisissent de résider en dehors des frontières cantonales, elles ne représentent en fait qu'environ 11% de la demande totale.

De plus, la demande en logements des employés internationaux se concentre davantage sur le marché des grands logements (33.8%, contre 22.1% pour la population genevoise), un segment nettement moins sous pression (le taux de logements vacants y est de 2 à 5 fois plus élevé que pour le reste des logements). Par ailleurs, ce dernier est très peu sollicité par les personnes les plus démunies.

Finalement, en ce qui concerne les loyers, il convient de rappeler que la hausse des loyers est généralement plus élevée pour les personnes nouvellement installées dans le canton ou qui cherchent à déménager. La population qui arrive à Genève pour y travailler, pour une entreprise multinationale notamment, est donc particulièrement exposée à des loyers élevés. Il n'est dès lors pas surprenant de constater que les employés internationaux font face à des loyers en moyenne beaucoup plus élevés que le reste de la population. Pour un logement, de taille égale et dans une même commune, ces employés paient même entre 15% et 83% de plus ! Ce phénomène touche particulièrement les personnes nouvellement arrivées et celles ne jouissant pas d'un bon réseau social, et il semble particulièrement important pour les logements de petite taille, là où la pénurie est la plus forte.

CONCLUSION : LA DYNAMIQUE DU DÉVELOPPEMENT

Le développement économique et social genevois repose sur quatre piliers que sont les acquis historiques, la population active, les secteurs d'activités et la Genève internationale. Comme il a été dit précédemment, le canton de Genève bénéficie en effet, en premier lieu, de par son développement historique et sa position géographique, d'une rente de situation. Celle-ci se traduit dans les faits par une position centrale en Europe, un aéroport et des infrastructures, mais aussi, et surtout, par une situation politique stable. Ces éléments ont contribué au développement des infrastructures et fait de Genève une ville attractive en comparaison internationale et nationale. Mais cet aspect n'est pas immuable et, pour perdurer, cette rente de situation doit être soignée.

Deuxièmement, la population active et sa structure démographique, son niveau d'instruction et ses qualifications professionnelles représentent indéniablement un atout pour l'économie cantonale. Genève bénéficiant en outre d'un vivier important de compétences au-delà des frontières cantonales, attirant de la main-d'œuvre depuis le canton voisin de Vaud, mais aussi de Fribourg et du Valais et depuis les régions transfrontalières. Les conditions-cadres, le niveau des rémunérations, le cadre général de vie permettent en outre d'attirer dans l'économie genevoise des migrants hautement qualifiés, qui représentent de puissants moteurs de l'innovation et du développement. La population active a rapidement augmenté dans le canton et a contribué à la croissance économique observée au cours des dernières décennies.

Troisièmement, Genève assoit son développement sur des branches économiques ayant une longue tradition : banques publiques, privées et étrangères, gestion de fortunes, activités de négoce, secteurs de l'horlogerie, chimie et pharmacie représentent les secteurs à haute valeur ajoutée sur lesquels l'économie genevoise repose. Le développement de ces branches a été continu au cours des siècles et décennies écoulés, et elles sont aujourd'hui fortement ancrées dans le tissu économique genevois. Cet ancrage, le savoir-faire et l'expérience de ces activités sont des atouts précieux, en particulier lors des périodes de crise conjoncturelle. Si, comme tous les grands centres économiques, l'économie genevoise a payé le prix de ces crises, elle a pu les surmonter rapidement ainsi que l'attestent les données sur l'emploi et sur la croissance. En outre, de jeunes pousses pointent le bout de leur nez, tels les services informatiques et les biotechnologies. Ces secteurs émergents apportent un renouveau salutaire pour le tissu économique genevois. Celui-ci n'est donc pas figé, il est en constante transformation et se développe régulièrement.

Quatrième pilier du développement genevois, les organisations internationales ont un impact essentiel sur le rayonnement genevois. Non seulement elles contribuent à la renommée de la région, mais elles jouent un rôle économique important. Elles emploient des compétences locales et participent directement et significativement à l'économie et plus généralement à la vie genevoise.

Un cercle vertueux, fragile bien qu'il se perpétue depuis plusieurs siècles, a pris place. Ce cercle repose d'une part sur la position géographique centrale de Genève et d'autre part sur des conditions politiques et sociales favorables. Ces éléments ont contribué à l'arrivée d'organisations internationales, de grandes entreprises et de banques. Le négoce bénéficie de la présence de banques, les institutions internationales favorisent l'implantation de services spécialisés et l'ensemble de ces secteurs tire profit des infrastructures – aéroport, etc. – financées par les revenus et impôts que les activités économiques génèrent. Tout

cela relève d'un équilibre judicieux qui a fait ses preuves à travers les dernières décennies, mais qui doit être entretenu. La conjonction de ces différents éléments conduit alors à un dynamisme économique permettant à Genève, et plus généralement à l'arc lémanique, d'observer des taux de croissance supérieurs à ceux de la moyenne suisse. Aujourd'hui, le défi est de pérenniser cette situation malgré les obstacles qui se dressent : une dette publique importante, des transports saturés, la concurrence de nouveaux centres économiques mondiaux qui émergent, dans les pays asiatiques en particulier, un système bancaire fragilisé et un marché du logement déficient. Ces éléments représentent des dangers pour la croissance économique genevoise, dangers qu'il conviendra d'écarter par des choix corrects et des investissements judicieux.

D'autres modèles de développement économique ?

Les conséquences du développement économique observé à Genève ne sont pas toutes positives. Beaucoup de points délicats peuvent être relevés : l'augmentation de la population et l'arrivée de populations migrantes représentent des défis pour la cohésion sociale, la diminution du nombre de logements disponibles conduit à une hausse des loyers et à des difficultés accrues pour se loger, en particulier pour les jeunes générations, la saturation des transports et l'accroissement de la pollution réduisent la qualité de la vie urbaine, etc.

Ces conséquences négatives interrogent sur l'existence de modèles alternatifs de développement, susceptibles d'assurer une croissance économique tout en limitant les atteintes environnementales ou sociétales. Le canton de Genève aurait-il pu à la fois enregistrer une croissance économique optimale tout en freinant l'accroissement démographique, les constructions, le trafic ? Quelles auraient été les conséquences d'une plus grande prudence dans l'utilisation des moteurs de la croissance ?

Tenter de répondre à ces questions s'apparente à un exercice théorique et subjectif. Il n'est en effet pas possible de reproduire et de modéliser d'autres modes de développement économique en laboratoire en vue de fournir des éléments de réponses. La subtile complexité des facteurs interagissant pour conduire au développement économique genevois ne permet pas d'estimer non plus aisément quel serait l'impact d'orientations stratégiques alternatives. On peut bien entendu prétendre que le développement économique et social actuel conduit à des nuisances, mais proposer d'autres modèles qui seraient plus bénéfiques, plus profitables à la population dans son ensemble, reste un exercice théorique très éloigné de la réalité.

En revanche, il est intéressant de se pencher sur le bien-être individuel et sociétal qui devrait idéalement accompagner le développement économique. Dans quelle mesure l'essor de Genève a-t-il été accompagné, au cours des dernières décennies, d'une augmentation du bien-être ou, au contraire, d'une détérioration des conditions générales de vie ? Certaines analyses comparatives suggèrent qu'il fait bon vivre dans la région genevoise ainsi que le démontrent les classements des villes effectués par les principaux organismes internationaux. Cependant, si Genève occupe une place tout à fait honorable en comparaison internationale, différents indicateurs attirent l'attention sur une possible érosion de la qualité de vie, au moins pour une partie de la population.

En particulier, les enquêtes sur la santé montrent une augmentation continue des nuisances ressenties par les personnes interrogées (bruit, insécurité). Les statistiques policières attirent régulièrement l'attention sur l'accroissement de la criminalité. Le dernier rapport de l'Office fédéral des routes porte un constat pour le moins négatif concernant la fluidité du trafic, en particulier sur l'autoroute de contournement qui est saturée pratiquement tous les jours de la semaine. En outre, si le modèle genevois reposant sur la mixité sociale et ethnique donne de bons résultats, des risques existent également en matière de cohésion sociale, liés à la présence d'une population cosmopolite, diversifiée culturellement et très hétérogène en ce qui concerne les conditions d'existence. Un isolement social croissant est aussi observé à Genève – et s'observe d'ailleurs dans toutes les grandes villes – et nécessite le développement d'initiatives pour les personnes âgées, telles que Cité Seniors. En outre, malgré le bonus démographique dont bénéficie le canton (la proportion de jeunes et de personnes âgées étant plus faible que la moyenne suisse), Genève doit faire face à une demande continue d'investissements pour les enfants (accueil parascolaire, crèches, etc.) et les aînés (aide à domicile, soutien aux proches aidants, etc.) en vue de concilier les exigences d'une société moderne aux défis d'une grande métropole économique. Ces développements ont lieu dans un contexte de finances publiques fragilisées, qui conduisent au report de certains investissements essentiels au bien-être.

Préserver le bien-être de la société en garantissant le développement économique, en d'autres termes privilégier un développement à la fois économique et social, représente un défi majeur pour le futur. A ce propos, dans l'analyse de la situation genevoise et la discussion sur le développement à venir, les indicateurs du bien-être social devraient avoir autant de poids que les indicateurs purement économiques.

Comment pérenniser le développement économique et social ?

Afin de maintenir le dynamisme actuel et d'atteindre l'objectif d'un développement durable et harmonieux, correspondant aux attentes de la population, il semble essentiel aujourd'hui de mettre en place les infrastructures indispensables à un grand centre économique. Différents chantiers, interrompus ou retardés, augmentent en effet cet écart entre développement économique et maintien ou accroissement du bien-être des Genevois.

La construction de logements et de bureaux, soit par la rénovation de friches urbaines, soit par le meilleur usage des terrains constructifs, est une priorité de toutes les capitales économiques. Nombreux sont les grands centres économiques qui rénovent des quartiers, agrandissent, optimisent l'espace. A Genève, depuis la crise immobilière des années 1990, la construction s'est ralentie, conduisant à une pénurie de logements et un accroissement des loyers des surfaces habitables ou administratives. Entre 2000 et 2011, la croissance démographique (13 %) a été plus rapide que celle des nouveaux logements (7 %), une situation que Genève partage en Suisse avec les cantons de Vaud et de Zurich, et qui conduit à des tensions inévitables sur le marché immobilier, que ce soit pour les logements en vente ou en location. Or, des possibilités de construction de nouveaux projets immobiliers respectant les lois et l'environnement existent encore,

même si elles sont bien entendu plus rares que dans d'autres cantons périphériques. Ces possibilités sont cependant freinées en raison de la durée des procédures nécessaires à leur réalisation. La Ville et le canton doivent désormais trouver une voie médiane : certes, la préservation d'une architecture et d'une qualité de vie passe par des règles strictes et contraignantes concernant par exemple la hauteur des immeubles et l'étalement urbain. Mais, à l'opposé, Genève ne doit pas être assimilée à un musée ouvert, où l'urbanisme reste figé. Préserver le bien-être social n'est pas incohérent avec un développement de grands projets immobiliers.

Un autre chantier prioritaire fait référence aux transports. Compte tenu des limites dans les logements disponibles, l'accroissement de la main-d'œuvre à Genève est principalement dû aux pendulaires résidant hors des frontières cantonales. Le nombre de déplacements pendulaires s'accroîtra encore dans le futur et représente de ce fait un défi à relever, Genève s'approchant dangereusement d'un niveau critique de saturation. A l'échelle du canton, la circulation a augmenté de 9% entre 2003 et 2009⁹⁷ et les tendances ne semblent pas s'infléchir.

Le défi des transports fait aussi référence aux nuisances. Un récent rapport pointait du doigt le retard pris à Genève concernant l'application de l'Ordonnance sur la protection du bruit, qui fixe au 31 mars 2018 l'échéance pour l'assainissement des routes.⁹⁸ D'autres nuisances physiques (atteintes environnementales diverses, pollution de l'air et de l'eau, déchets industriels et publics, etc.) nécessitent des investissements considérables dans les agglomérations en extension, et Genève n'y échappe pas.

Un troisième défi à relever, de taille, fait référence à la fiscalité. La charge fiscale pour les entreprises est plus importante à Genève que dans d'autres cantons tels que Zurich, ce qui conduit, pour Genève, à un risque de voir se tarir le flux de nouvelles entreprises. A l'étranger, des pays émergents revendiquent le statut de paradis fiscal pour les entreprises et organisations internationales et deviennent progressivement des adversaires pour l'économie genevoise. Certes, Genève doit composer avec des finances publiques fragiles, qui justifient les taux d'imposition actuels. Mais il importe aussi de préserver la compétitivité cantonale dans un contexte de globalisation favorisant la mobilité des entreprises.

La pérennité du développement économique du Grand Genève dépend finalement aussi de la promotion économique et de ses activités. Dans une période marquée par une concurrence accrue entre les différents centres économiques, mais aussi par des difficultés économiques qui perdurent, notamment dans le domaine de la banque et de la finance, une promotion active est plus que jamais indispensable. Cette promotion doit certes consacrer des efforts au recrutement de nouvelles sociétés, mais aussi être dotée de moyens permettant d'éviter le départ des fleurons de l'économie genevoise.

⁹⁷ DIM, Département de l'intérieur et de la mobilité, *Plan directeur du réseau routier 2011 – 2014*, Genève 2011.

⁹⁸ http://ge.ch/cepp/system/files/cepp-rapport_bruit.pdf.

PUBLICATIONS PRÉCÉDENTES

Le « Grand Genève » : centre urbain et pôle métropolitain, novembre 2011

Genève, ville mondiale : mythe ou réalité?, octobre 2010

Conditions-cadre de Genève face à celles de Bâle et Zurich : opportunités et défis, octobre 2009

Economie genevoise, octobre 2008

Ces études sont disponibles en format électronique sur les sites www.ccig.ch et www.bcge.ch.

CCIG

Assurer une économie forte – Promouvoir les entreprises membres

La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) a pour but de représenter, promouvoir et défendre les intérêts des différents secteurs économiques du canton, dans le cadre de l'intérêt général de l'économie suisse. Ainsi, elle travaille à l'amélioration des conditions cadre de l'économie, telles que la fiscalité, la mobilité, l'aménagement du territoire ou encore l'énergie. Elle encourage les échanges régionaux et internationaux et fournit à ses membres des services tels que la légalisation de documents d'exportation et règlements d'arbitrage et de médiation. Enfin, elle favorise activement la mise en relations d'affaires par l'organisation de divers types d'événements.

Association de droit privé fondée en 1865, la CCIG compte aujourd'hui plus de 2'000 membres, qui représentent 75% des emplois privés du canton.

BCGE

Des solutions bancaires *made in Geneva*

Banque universelle depuis 1816, la Banque Cantonale de Genève (BCGE) propose aux particuliers, aux entreprises et aux institutions de Genève et de la région des prestations bancaires de grande qualité. La BCGE développe les métiers suivants: les services bancaires quotidiens, le *private banking*, l'*asset management*, la prévoyance, les financements hypothécaires et les crédits aux entreprises et collectivités publiques. Elle exploite une salle des marchés et offre des services d'ingénierie financière, de *corporate finance* et de *global commodity finance*.

Le groupe BCGE comprend 22 agences à Genève et exerce certains de ses métiers à Lausanne, Zurich, Lyon, Annecy, Paris, Dubaï et Hong Kong. Il occupe 729 personnes (en équivalent plein temps). La BCGE est cotée à la bourse suisse, SIX Swiss Exchange (numéro de valeur 164268).

OCSTAT

Un service spécialisé au service de l'information

Service public, la statistique publique cantonale a pour mission de répondre aux besoins d'information des autorités, des communes, des administrations publiques, des milieux scientifiques, des entreprises, des partenaires sociaux, des médias et du public. Les grands domaines couverts par la statistique publique cantonale sont: la population, l'économie, la vie sociale, l'environnement et l'utilisation de l'espace.

En tant que service central spécialisé, l'office cantonal de la statistique (OCSTAT) est le principal producteur statistique du canton et il met à disposition l'ensemble des résultats et des analyses statistiques qu'il élabore sur son site Internet (www.geneve.ch/statistique).

Dans le cadre de l'Observatoire statistique transfrontalier (OST), en collaboration avec l'INSEE Rhône-Alpes, l'OCSTAT produit et diffuse les informations statistiques pertinentes sur le Grand Genève (<http://www.statregio-francosuisse.net/>).

Banque Cantonale de Genève SA

Quai de l'Île 17
Case postale 2251
1211 Genève 2
Tél. 058 211 21 00
www.bcge.ch

**Chambre de commerce, d'industrie
et des services de Genève**

Boulevard du Théâtre 4
Case postale 5039
1211 Genève 11
Tél. 022 819 91 00
www.ccig.ch

Office cantonal de la statistique

Route des Acacias 82
Case postale 1735
1211 Genève 26
Tél. 022 388 75 00
www.ge.ch/statistique